



PROGRAMME

Dans le cadre du

Réseau international d'Écoles doctorales de l' AISLF (RéDoc)

6^{ième} UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

EN SOCIOLOGIE/SC. SOCIALES

«Faire de la recherche sur le genre : enjeux et perspectives»

Organisée par

L'ED SHS à Brest, le CRBC (Centre de Recherche Bretonne et Celtique, EA 4451), le LABERS (Laboratoire d'études et de recherches sociologiques, EA 3149), ainsi que le CRAPE (Centre de Recherches sur l'Action politique en Europe, UMR 6051), le CIAPHS (Centre Interdisciplinaire d'Analyse des Processus Humains et Sociaux, EA 2241), ESO (Espaces et Sociétés, UMR 6590), le PREFICS (Plurilinguismes, représentations, expressions francophones, information, communication, sociolinguistique, EA 4246), le VIPS (Violences, Identités Politiques & Sports, EA 4636)



22 au 26 juin 2015

BREST



Nous tenons également à souligner la participation financière des institutions suivantes :



Mot du président

Pour cette 6^e Université du RéDoc, c'est avec beaucoup de fierté et de reconnaissance qu'en mon nom et en celui du comité scientifique du RéDoc et du Bureau de l'AISLF, je salue l'initiative prise il y a près de trois ans par Arlette Gautier et toute l'équipe qu'elle a réunie, d'organiser et de tenir à Brest une Université du RéDoc sur le thème «Faire de la recherche sur le genre : enjeux et perspectives». Fierté que ce thème ait été choisi et fierté de voir, année après année, cet engagement d'équipes locales à tout mettre en œuvre pour la réussite d'une rencontre permettant aux doctorants de toute la francophonie une occasion unique de profiter de l'expertise de professeurs/chercheurs renommés tout autant que de celle de leurs pairs-doctorants lors des discussions dans les ateliers et dans les nombreux échanges qui se prolongeront dans les interstices de la programmation. Notre plus chaleureuse reconnaissance à Arlette Gautier et à toute son équipe ainsi qu'aux instances de l'Université de Bretagne Occidentale et aux divers partenaires qui les ont soutenus aux plans financier et organisationnel.



Reconnaissance aussi bien sentie à tous, toutes les collègues d'avoir accepté l'invitation à venir partager votre expertise; reconnaissance bien sûr à tous les doctorants qui, par votre mise en candidature, sélection et préparation, apportent au RéDoc sa raison d'être, mais aussi et surtout la reconnaissance de son importance

parmi l'offre importante d'activités auxquelles vous participez dans le cadre de votre parcours doctoral. Enfin, toute ma reconnaissance à la coordonnatrice scientifique du RéDoc, Amélie Groleau, pour agencer ensemble toutes les ficelles qui, depuis l'appel de communication en septembre dernier jusqu'à au rapport d'évaluation à produire pour septembre prochain, permettent de tenir solidement ce qui vous est livré aujourd'hui.

À tous, bonne Université d'été et le meilleur des séjours à Brest,



Jean-Marc Larouche
Président du Rédoc
Département de sociologie
Université du Québec à Montréal

Remerciements

C'est avec un grand plaisir que l'UBO, et particulièrement l'UFR LSH, accueille aujourd'hui cette université d'été du RéDOC sur le thème : « la recherche sur le genre : enjeux et perspectives ». Les enseignements sur ce thème y sont présents de la L1 jusqu'au master, particulièrement en sociologie. Cette perspective de recherche est active à l'UFR LSH, avec de nombreux séminaires, journées d'études, colloques, publications, mais elle est aussi soutenue de façon transversale par l'Institut Brestois des Sciences Humaines et Sociales. L'UBO a souligné cet investissement en intégrant le GIS genre.

Ce thème pour l'Université d'été du RéDOC a d'abord été proposé et accepté par le conseil de l'Ecole doctorale SHS 507, alors dirigée par Vincent Dubreuil et dont j'étais la co-directrice pour l'UBO. Il a ensuite été accepté par sept équipes de recherches : le CRBC (Centre de Recherche Bretonne et Celtique, EA 4451), le LABERS (Laboratoire d'études et de recherches sociologiques, EA 3149), ainsi que le CRAPE (Centre de Recherches sur l'Action politique en Europe, UMR 6051), le CIAPHS (Centre Interdisciplinaire d'Analyse des Processus Humains et Sociaux, EA 2241), ESO (Espaces et Sociétés, UMR 6590), le PREFICS (Plurilinguismes, représentations, expressions francophones, information, communication, sociolinguistique, EA 4246), le VIP& S (Violences, Identités Politiques & Sports, EA 4636). J'en remercie leurs directeurs et leurs conseils.

Ces équipes de recherche ont délégué des référents au conseil scientifique de l'université d'été, lesquels ont choisi les intervenants et construit le programme :

- ✓ Arlette Gautier pour le CRBC avec Aline Eyoman et Emmanuel Alain Kobela, doctorants
- ✓ Marie-Laure Deroff, Yvonne Guichard-Claudic, Françoise Le Borgne-Uguen, Nicole Roux et Alain Vilbrod ainsi qu'Aurélié Seznec, doctorante, pour le LABERS,
- ✓ Emilie Potin et Hélène Nicolas, docteure, pour le CIAPHS
- ✓ Claude Martin et Clémentine Comer, doctorante, pour le CRAPE
- ✓ Erika Flahault pour ESO
- ✓ Nadia Ouabdelmoumen et Claire Lesacher, doctorantes, pour PREFICS
- ✓ Gaëlle Sempé pour VIP&S
- ✓ Ainsi qu'Isabelle Guérin, IRD.

Les titulaires de l'UBO ainsi qu'Erika Flahault et Claude Martin ont participé au comité d'organisation. Il faut également souligner la disponibilité des secrétaires, de l'ED : Isabelle David, du CRBC : Claude Roy, du LABERS : Claudie Inisan, sans qui rien n'aurait pu se réaliser et à qui va toute notre gratitude, ainsi bien sûr qu'à Philippe Lagadec, gestionnaire du CRBC et à Yves Guyomard, infographiste à l'UFR, qui s'est occupé de finaliser le programme et les affiches. Enfin, la référente recherche de l'UFR LSH, Céline Le Vourc'h, a joué un rôle tout particulier, notamment en réalisant les demandes de financement et en coordonnant l'organisation.

Cette université d'été est donc bel et bien le résultat du tout un travail d'équipe local, qui a grandement profité de l'expertise et des conseils de Jean-Marc Larouche, directeur du RéDOC, et d'Amélie Groleau, qui nous ont appuyé avec beaucoup de patience et ont réalisé moult tâches, grâce à leur longue expérience de la mise en œuvre des universités d'été du RéDOC.

A handwritten signature in black ink that reads "A. Gautier". The signature is written in a cursive style with a horizontal line underneath the name.

Arlette Gautier
Professeure de sociologie, (UBO-CRBC)
Assesseure recherche de l'UFR LSH
Responsable locale de l'Université d'été du RéDOC sur le genre

**Texte d'orientation de
l'Université d'été de Brest**

Faire de la recherche sur le genre : enjeux et perspectives

Marcel Mauss notait en 1931 que « *La division PAR sexes est une division fondamentale, qui a grevé de tout son poids toutes les sociétés à un degré que nous ne soupçonnons pas. Notre sociologie sur ce point est très inférieure à ce qu'elle devrait être. On peut dire à nos étudiants, surtout à ceux et à celles qui pourraient faire des observations sur le terrain, que nous n'avons fait que la sociologie des hommes et non pas de la sociologie des femmes ou des deux sexes* » (p.15). Malgré la publication de plusieurs ouvrages, notamment par Margaret Mead et Simone de Beauvoir, d'éminents sociologues ont continué imperturbablement à ne réaliser des enquêtes qu'auprès des hommes ou de ne pas tenir compte de la spécificité des femmes qu'ils étudiaient (Chabaud-Rychter, Descoutures, Devreux, Varikas, 2010). Il a fallu attendre les années 1950 avec Andrée Michel (1956) ou Madeleine Guilbert (1966) pour que des sociologues étudient la place des femmes dans l'immigration ou dans l'industrie et montrent l'importance des attentes sexuées dans la spécificité de leurs positions. C'est cependant surtout à partir des années 1970, alors que pour la première fois les femmes étaient aussi nombreuses à entrer à l'université que les hommes, que la demande de Marcel Mauss a été entendue. Il arrive cependant encore aujourd'hui que des ouvrages sur « les jeunes » ou « les immigrés » omettent tout simplement de s'interroger sur la place des femmes dans ces groupes ou même ne fassent d'enquêtes qu'auprès des hommes.

Néanmoins, de nombreuses recherches se sont développées selon des options théoriques variées. Certaines ont continué à étudier les femmes pour montrer comment les spécificités de leurs situations continuaient à être occultées, que ce soit dans le travail (Maruani et Méron 2012) ou l'éducation (Duru-Bellat 1999). Christine Delphy (2001) a réintroduit le concept de patriarcat, issu de la tradition philosophique anglaise et utilisé par Max Weber, mais aussi celui de mode de production domestique, plus marxiste, pour comprendre les inégalités entre les sexes. Le patriarcat correspondrait à l'exploitation spécifique du travail domestique féminin et de leur sexualité par les hommes. Colette Guillaumin a inventé le terme de sexage pour évoquer le type de relation sociale qui en résulte (1992). L'école des rapports sociaux de sexe considère plutôt que le patriarcat et le capitalisme sont indissociables et étudie la division sexuelle du travail qui sépare et hiérarchise les sexes, y compris à l'échelle de la mondialisation (Falquet et al. 2010). Elle étudie donc conjointement rapports sociaux de classe et de sexe, voire de générations, évoquant la co-fabrication de ces rapports sociaux (Kergoat 2012). Le terme d'intersectionnalité lui est souvent préféré (Crinshaw 2005, Bilge 2009, Palomares et Testenoire 2011).

Le terme de genre appartient au vocabulaire français depuis longtemps. « *Déjà, au seizième siècle, l'écrivain Henri-Corneille Agrippa de Nettesheim a utilisé le mot « genre » comme synonyme de sexe, quand il a parlé du « genre masculin » et du « genre féminin » pour désigner, non pas le genre grammatical, mais les catégories humaines des mâles et des femelles* » (Offen

2006, p. 291). Néanmoins, sa réintroduction vise à abandonner l'arrière-fond marxiste et un certain déterminisme des approches des années 1970-80 (Lefeuvre 2003). Aux États-Unis, le concept de genre provient en effet des travaux des psychiatres Money et Stoller (1978) sur des transsexuels qui montrent qu'il n'y a pas forcément correspondance entre le sexe biologique et l'identité de genre. Même si Kate Millett (1969) puis Erving Goffman (2002) utilisent le terme genre dans le sens de rapport hiérarchique entre les sexes, il est beaucoup plus indéterminé que ne le sont les concepts de patriarcat ou de rapports sociaux de sexe. L'historienne américaine Joan Scott (1988) explique ainsi qu'il s'inscrit souvent dans une posture déconstructionniste ou post-moderne, inspiré des travaux des philosophes français, Michel Foucault et Jacques Derrida, qui mettent au centre de l'analyse les discours producteurs des catégories de perception des différences entre les sexes lesquels vont s'imposer aux acteurs. Butler (1990) évoque ainsi l'idée que le genre relève de la performance et des normes et les approches *queer* se développent. Il faut ajouter que la mention du genre est devenue une obligation, au moins sémantique, dans le champ du développement et des politiques (Guérin et al. 2009 ; Touré 1997).

Aujourd'hui, après bien des débats (Hurtig et al. 1991), le terme est devenu un « mot-valise » polysémique (Chaperon 2003). Ainsi, le recensement sur le genre du CNRS français, qui a reçu plus de 1000 réponses, permet de définir les recherches comme relevant des « femmes », du « genre », des « rapports sociaux de sexe », de la « domination », du « masculin/féminin », des « identités sexuelles », de la « sexualité », de « l'égalité et des inégalités », de la « différence des sexes ». Les chercheur-e-s peuvent d'ailleurs indiquer plusieurs dénominations et les titres de leurs travaux manifestent cette labilité. Des recherches très variées, couvrant tous les domaines de la sociologie, se mènent désormais sous ce terme, comme le manifestent de nombreuses publications, l'existence de plusieurs manuels d'études sur le genre (Clair 2012 ; Jaunait et al. 2012) et de revues (*Cahiers du genre ; Nouvelles questions féministes ; Recherches féministes, Travail, genre et société ; Clio ; Histoire, genre, sexualités*). Cette pluralité rend nécessaire un travail d'explicitation théorique des enjeux qu'il recouvre.

Les organisatrices de cette 6^e université d'été du RéDoc incitent donc les doctorant-e-s à « chausser les lunettes du genre » pour analyser leurs problématiques et leurs données, même s'ils ne l'avaient pas fait auparavant. Elles les invitent à se demander s'il y a maintien, transformation, ou recomposition du genre et cela dans tous les domaines de la sociologie et, plus largement, des sciences sociales.

En parallèle, cette université d'été fera appel aux meilleur-e-s spécialistes francophones pour présenter avec rigueur la diversité de théories et d'objets de recherche sur le thème du genre. Elle montrera comment la prise en compte de la construction sociale des inégalités entre les sexes permet non seulement de prendre en considération tous les aspects de la société et pas seulement d'une partie, mais aussi plus généralement de mieux comprendre les phénomènes étudiés. Elle se demandera aussi s'il reste une spécificité francophone dans les théories sur le genre et plus encore quelles sont les différences de perspectives entre les différentes régions de la francophonie.

À titre indicatif, voici quelques propositions de modules :

Art ; Actions collectives ; Âges et générations ; Education ; Famille, parentalité ; Loisirs ; Masculinités/féminités ; Politiques du genre ; Santé ; Sexualité ; Socialisation ; Sport ; Travail, métiers, professions.

Veillez noter que les modules seront définis à partir des communications retenues. Les modalités d'inscription seront précisées au moment de l'appel à candidature.

Bibliographie

Bard Christine, 2004, *Les femmes dans la société française au 20^e siècle*, Paris, Armand Colin, collection U.

Beauvoir Simone de, (1949) rééd. 1986, *Le deuxième sexe*, Paris, Gallimard, Folio.

Bilge Sirma, « Théorisations féministes de l'intersectionnalité », *Diogenes*, n°225, 1, 2009, p. 70-88.

Bourdieu Pierre, 1998, *La domination masculine*, Paris, Éditions du Seuil.

Buscatto, Marie, 2014, *Sociologie des genres*, Paris, Belin, coll. 128.

Butler Judith, ([1990] 2005), *Trouble dans le genre : Le féminisme et la subversion de l'identité*, Paris, Editions La Découverte poche.

Chabaud-Rychter Danielle, Descoutures Virginie, Devreux Anne-Marie, Varikas Eleni (éd.), 2010, *Sous les sciences sociales, le genre*, Paris, éditions La découverte.

Chaperon Sylvie, 2003, « Le genre : un mot, un concept ou un label ? », dans Dominique Fougeyrollas-Schwebel, Christine Planté, Michèle Riot-Sarcey et Claude Zaidman, *Le genre comme catégorie d'analyse. Sociologie, histoire, littérature*, Paris, l'Harmattan, p. 107-112.

Clair Isabelle, 2012, *Sociologie du genre*, Paris, Armand Colin.

Crenshaw Kimberlé, 2005, « Cartographie des marges : Intersectionnalité, politiques de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du genre*, n°39.

Delphy Christine, 2001, *L'ennemi Principal*, Paris, Syllepse, 2 tomes. 1. *Economie politique du patriarcat*, 1998. 2. *Penser le genre*.

Duru-Bellat Marie, 1990, *L'école des filles : quelle formation pour quels rôles sociaux ?*, Paris, L'Harmattan.

Falquet Jules et al., 2010, *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Paris, les presses de Sciences Po.

Goffman Irving, 2002, *L'Arrangement entre les sexes*, Paris, La Dispute.

Guérin Isabelle, Hersent Madeleine, Fraisse Laurent (éd.), 2009, *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale*, Toulouse, érès.

- Guilbert Madeleine, 1966, *Les fonctions des femmes dans l'industrie*, La Haye, éd Mouton.
- Guillaumin Colette, 1992, *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de nature*, Paris, côté-femmes
- Guionnet Christine, Neveu Erik, *Féminins/masculins. Sociologie du genre*, Paris, Colin, 2004, 286 p., nouvelle édition en 2009 et rééd. en 2014.
- Hurtig Marie-Claude, Michèle Kail et Hélène Rouch (éd.), 1991, *Sexe et genre. De la hiérarchie entre les sexes*. Paris, éditions du CNRS.
- Jaunait Alexandre, Laure Bereni, Sébastien Chauvin et Anne Revillard, 2012, *Introduction aux Gender Studies : Manuel des études sur le genre*, Rennes, PUR.
- Kergoat Danièle, 2012, *Se battre, disent-elles...*, Paris, La Dispute.
- Le Feuvre Nicky, 2003, « Le genre comme outil d'analyse sociologique », dans Dominique Fougeyrollas-Schwebel, Christine Planté, Michèle Riot-Sarcey et Claude Zaidman, *Le genre comme catégorie d'analyse. Sociologie, histoire, littérature*, Paris, l'Harmattan, p. 39-52.
- Lowy Ilana, *L'emprise du genre*, Paris, éditions la Dispute, collection Le genre du monde.
- Maruani Margaret et Monique Meron, *Un siècle de travail des femmes en France 1901-2011*, Paris, La Découverte, 2012.
- Mead Margaret, [1949] 1966, *L'Un et l'autre sexe*, Paris, Folio essais.
- Michel Andrée, 1956, *Les Travailleurs Algériens en France*, Paris, CNRS.
- Millett Kate, [1969] 1971, *La politique du mâle*. Paris, Stock.
- Mauss Marcel, [1931] 1981, « La cohésion sociale dans les sociétés polysegmentaires », *Oeuvres III*, Paris, Minuit.
- Offen Karen, 2006, « Le gender est-il une invention américaine ? », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés*, N°24.
- Palomares Elise et Armelle Testenoire (éd.), 2011, « Prismes féministes. Qu'est-ce que l'intersectionnalité ? », *L'Homme et la Société*, n°176.
- Parini Lorena, 2006, *Le système de genre : introduction aux concepts et théories*, Lausanne, Seismo.
- Scott Joan, 1988, « Genre : une catégorie utile d'analyse historique ». *Les cahiers du GRIF*, n spécial " Le genre de l'histoire », n° 37-38, p.129-130.
- Stoller Robert, 1978, *Recherches sur l'identité sexuelle à partir du transsexualisme*, Paris, Gallimard.
- Touré Marema, 1997, *Femme, genre et initiatives de développement en Afrique subsaharienne. Théories et pratiques*, Google Books.

Programme Brest 2015

Lundi 22 juin	Mardi 23 juin	Mercredi 24 juin	Jeudi 25 juin	Vendredi 26 juin
<p>8.30 : Accueil 9.30 Ouverture officielle. Jean-Yves Le-Disez (UFR LSH), Gaëlle Abily (VP Région Bretagne), Muriel Rebourg (VP SHS), Marie-Thérèse Cam (directrice IBSHS), Arlette Gautier (ED 507 et CRBC), J.-M. Larouche (Rédoc)</p> <p>10.30-11.00 - Pause</p> <p>11.00-13.00 C1) Danièle Kergoat (CNRS) : <i>Penser le travail à l'intersection des rapports sociaux : une perspective féministe matérialiste</i></p>	<p>9.00-11.00 C4) Maïmouna Ndoye (AFARD) <i>Genre et développement : Défis et perspectives en Afrique Subsaharienne</i></p> <p>C5) Fatima Ait Ben Lmadani (U. Rabat), <i>Imbrication des rapports sociaux de sexe, de race et de classe. Migrantes Sénégalaises musulmanes au Maroc</i></p>	<p>9.00-10.45 A4) Ateliers</p>	<p>9.00-11.00 C9) Annie Junter (U. de Rennes 2), <i>De la protection des femmes au travail à l'égalité professionnelle : le droit du travail à l'épreuve du genre</i></p> <p>C10) Isabelle Guérin (IRD), <i>Associations et collectifs féminins : nouvelles formes de solidarité ou d'exploitation ?</i></p>	<p>9.00-11.00 - C12) Béréngère Marques-Pereira (ULB), <i>Etat, politiques sociales et citoyenneté</i></p> <p>C13) Christine Bard (U. d'Angers), <i>Féminisme, antiféminisme et « théorie du genre »</i> (de Théodore Joran à Eric Zemmour)</p>
	11.00-11.15 - Pause	10.45-11 - Pause	11.00-11.15 - Pause	11.00-11.15 - Pause
<p>C2) Nicky Le Feuvre (U. Lausanne) : <i>La dynamique du genre dans les sociétés de l'individualisme: enjeux et perspectives sociologiques</i></p>	11.15-12.45 A2) Ateliers	<p>11.00-13.00 C7) Catherine Louveau (U. Paris Sud) <i>Conditions, enjeux et perspectives des recherches sur femmes, sexe-s, genre dans le champ du sport</i></p> <p>C8) Michel Bozon (INED), <i>Sexualité et psychologisation des inégalités de genre</i></p>	11.15-12.45 A7) Ateliers	11.15-12.45 A9) Ateliers
13.00 - 14.00 : Lunch	12.45 - 14.00 : Lunch	13. - 14.00 : Lunch	12.45 - 14.00 Lunch	12.45-14.00 : Lunch
14.00-15.00 : Présentation des participants	14.00-15.30 : A3) Ateliers	14.00-15.30 : A5) Ateliers	14.00-15.30 : A8) Ateliers	14.00-15.00 : Clôture et attestations

15.00-16.30 : A1) Ateliers	15.30-16.00 : Pause	15.30-15.45 : Pause	15.30-16.00 : Pause	
16.30-17.00 : Pause 17.00-18.00 : C3) Francine Descarries (UQAM) <i>Les rapports sociaux de sexe : d'un côté à l'autre de l'Atlantique. La perspective québécoise.</i>	16.00-17.00 : C6) Armelle Testenoire (U. de Rouen), <i>L'intersectionnal ité dans l'espace francophone</i>	15.45-17.15 : A6) Ateliers	16.00-17.00 : C11) Marc Bessin (CNRS - IRIS) <i>Les présences sociales : genre et temporalités de la question sociale et des interdépendance s</i>	
LCause, 6 rue Ernest renan, Brest 18.30 -Fanfares 19.30 Cocktail dînatoire	17.15 : Visite commentée de la ville	17.15-19.00 : Table ronde : Comment publier sur le genre		

Programme détaillé

Université d'été du Rédoc 2015

Faire de la recherche sur le genre : enjeux et perspectives
Université de Bretagne Occidentale

Lundi 22 juin

8h30-9h30 :

Accueil

9h30-10h30 :

Ouverture officielle

- Jean-Yves Le-Disez (UFR LSH),
- Gaëlle Abily (VP Conseil Régional Bretagne)
- Muriel Rebourg (VP SHS)
- Marie-Thérèse Le Cam (Directrice IBSHS)
- Arlette Gautier (ED 507 et CRBC),
- J.-M. Larouche (RÉDOC)

10h30-11h00

Pause

11h00-13h00 :

Conférences d'ouverture

Président-e de séance : Arlette Gautier (UBO-CRBC)

C1) **Danièle Kergoat** (CNRS- France) :

Penser le travail à l'intersection des rapports sociaux : une perspective féministe matérialiste

C2) **Nicky Le Feuvre** (U. Lausanne- Suisse) :

La dynamique du genre dans les sociétés de l'individualisme: enjeux et perspectives sociologiques

13h-14h :

Pause repas

14h-15h :

Présentation des participant-e-s

15-16h30 : Ateliers/présentation des doctorants/discussion

ATELIER 1 « L'accueil des jeunes enfants », animé par Danièle Kergoat (CNRS) et Yvonne Guichard-Claudic (LABERS), salle B122	ATELIER 2 « Position de recherche », animé par Nicky Le Feuvre (U. Lausanne) et Erika Flahault (Université du Mans-ESO), Salle B124	ATELIER 3 « Genre et religion », par Fatima Aït Ben Lamndamni (U. Rabat) et Maïmouna Ndoye (AFARD), salle C115
<p>DOCTORANTS-ES : CONFAIS, Aurélia (Université de Rouen), <i>Enseignant-e-s de maternelle et Conseiller-ère-s Principal-e-s(aux) d'Éducation des métiers « à la loupe du genre».</i></p> <p>ROBIN, Yannig, (Université de Bretagne occidentale), <i>L'accueil collectif du jeune enfant comme espace de reproduction des stéréotypes de genre entre confirmations et émancipations.</i></p>	<p>DOCTORANTS-ES : PONSIN, Annabelle, (Université du Québec à Montréal), <i>Le genre comme objet et pratique. Analyse d'une « baby-sitter sociologue »</i></p> <p>RIVOAL, Haude, (Université Paris 8), <i>Quand le chercheur est une femme : enjeux et perspectives de la recherche en milieu masculin.</i></p>	<p>DOCTORANTS-ES : BIYELA Fred (Université Paris Descartes), <i>Messianisme et hiérarchies sociales. Rapports de genres et gouvernementalités subjectivantes dans l'Église de Zéphirin (ou « Christianisme prophétique en Afrique »)</i></p> <p>DJELLOUL, Ghaliya (Université catholique de Louvain), <i>La néo-tribalisation religieuse comme recomposition territoriale du patriarcat dans l'Algérie contemporaine</i></p>

16h30-17h : **Pause au Forum**

17h-18h : *Président-e de séance :* Alain VILBROD (UBO-LABERS)

C3) **Francine Descarries** (UQAM- Canada)

Les rapports sociaux de sexe : d'un côté à l'autre de l'Atlantique. La perspective québécoise

18h30 : **Spectacle** à l'espace LCause, 6 rue Ernest Renan, Brest

19h30 : **Cocktail dînatoire** à l'espace LCause, 6 rue Ernest Renan, Brest

Mardi 23 juin

9h-11h : **Conférences**
Président-e de séance : Erika Flahault (U. Le Mans-ESO)

9h-10h : C4) **Maïmouna Ndoye** (AFARD)
Genre et développement : Défis et perspectives en Afrique Subsaharienne

10h-11h : C5) **Fatima Aït Ben Lmadani** (U. Rabat - Maroc)
Imbrication des rapports sociaux de sexe, de race et de classe. Migrantes Sénégalaises musulmanes au Maroc

11h-11h15 : **Pause**

11h15-12h45 : Ateliers/présentation des doctorants/discussion

ATELIER 1 « Le travail », animé par Danièle Kergoat (CNRS) et Yvonne Guichard-Claudic (LABERS) , salle B122	ATELIER 2 « Transformations et recompositions », animé par Bérengère Marques-Pereira (ULB) et Émilie Potin (Université de Rennes2-CIAPHS) , salle B124	ATELIER 3 « Genre, profession, emploi », animé par Nicky Le Feuvre (U. Lausanne) et Nicole Roux (UBO-LABERS) , salle C115
<p>DOCTORANTS-ES : CARDOSO, Auréline (Université Toulouse 2), <i>Engagement au travail, résistances à l'égalité et travail émotionnel pour les salariées de la cause des femmes</i></p> <p>KOCADOST, Fatma Cingi, (Université de Lausanne/École des hautes études en sciences sociales), <i>Le modèle "réconciliation" interrogé par l'expérience sociale des femmes subalternes</i></p>	<p>DOCTORANTS-ES : SARROUY, Marion (Université Rennes 2), <i>Le travail de renouvellement du regard du genre dans une ère culturelle à la fois proche et lointaine (Irlande)</i></p> <p>THOMÉ, Cécile (École des hautes études en sciences sociales), <i>Articuler désir, plaisir et contraception : un travail genré ?</i></p>	<p>DOCTORANTS-ES : HILBOLD, Mej (Université Paris 8), <i>Identité professionnelle et identité genrée chez les professionnelles de la petite enfance en crèche : les enjeux identitaires de la souffrance au travail.</i></p> <p>TCHAGNENO TENE, Charles Le Grand, Université de Grenoble (France), <i>Effets du contexte de travail sur les croyances sexistes : une comparaison entre les secteurs du travail formel et informel au Cameroun.</i></p>

12h45-14h : **Pause repas**

14h-15h30 : Ateliers/présentation des doctorants/discussion

<p align="center">ATELIER 1</p> <p>« Intersectionnalités », animé par Armelle Testenoire (U. de Rouen) et Fatima Aït Ben Lmadani (U. Rabat), salle B 124</p>	<p align="center">ATELIER 2</p> <p>« Travail du corps », animé par Nicky Le Feuvre (U. Lausanne) et Erika Flahault (U du Mans-ESO), salle C115</p>	<p align="center">ATELIER 3</p> <p>« Les hommes, auteurs et victimes de violence au sein du couple ou de la famille» animé par Maïmouna Ndoye (AFARD - Sénégal) et Marie-Laure Deroff (UBO-LABERS), salle B 122</p>
<p>DOCTORANTS-ES : JONCAS, Jo-Anni (Université Laval), <i>Les inégalités scolaires vécues lors de la carrière universitaire de femmes autochtones : une question d'oppression sociale</i></p> <p>MARCILLAT, Audrey (École des hautes études en sciences sociales), <i>Penser le sans-abrisme dans une perspective de genre. Retour sur les apports des rapports sociaux de sexe dans l'étude des populations marginales.</i></p>	<p>DOCTORANTS-ES : ARNAL, Maud (EHESS), <i>L'accouchement en tant que travail sexué. Traiter les douleurs de l'accouchement et mettre en ordre le genre : quels enjeux entre les sexes?</i></p> <p>YOUNÈS-LINHART, Miléna (Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis), <i>Épiler et s'épiler : incorporation d'une norme de genre</i></p>	<p>DOCTORANTS-ES : PAGE, Mathilde (Université libre de Bruxelles), <i>Violence conjugale, violence de genre ? Le cas des hommes victimes de violence conjugale.</i></p> <p>PRIGENT, Pierre-Guillaume (Université de Bretagne Occidentale), <i>les mécanismes de la violence masculine contre les mères séparées et leurs enfants</i></p>

15h30-16h : Pause

16h-17h : Conférences
Président-e de séance : Françoise Le Borgne-Uguen (UBO-Labers)

C6) Armelle Testenoire (U. de Rouen), *L'intersectionnalité dans l'espace francophone*

Mercredi 24 juin

9h-10h30 : Ateliers/présentation des doctorants/discussion

ATELIER 1	ATELIER 2	ATELIER 3
<p>« Militantismes », animé par Christine Bard (U. d'Angers) et Francine Descarries (UQÀM), salle B122</p>	<p>« Sport, santé » animé par Catherine Louveau (Paris) et Françoise Le Borgne-Uguen (UBO-LABERS), salle B124</p>	<p>« Économie sociale et solidaire », animé par Isabelle Guérin (IRD) et Jorge Munoz (UBO-LABERS), salle C 115</p>
<p>DOCTORANTS-ES : DUBOIS, Élisabeth Alexandra, (Université libre de Bruxelles), <i>Militer au sein d'une organisation mixte. Réflexions sur l'intégration du rôle des militants à l'analyse des modalités de l'engagement féminin au sein des syndicats estudiantins universitaires en Tunisie.</i></p> <p>PICOT, Pauline (Université Paris-Diderot), <i>Tactiques de luttes en situation(s) minoritaire(s) : le cas des femmes musulmanes dans les mobilisations contre l'islamophobie en Ile-de-France.</i></p>	<p>DOCTORANTS-ES : TÉTILLON, Maxime (Université de Maine), <i>Les activités sportives mixtes : entre renforcement et assouplissement du genre.</i></p> <p>RAMSEYER, Mickaël Université Toulouse 2, <i>Maintien, transformation et recomposition du genre dans l'exposition aux risques sur la santé en viticulture</i></p>	<p>DOCTORANTS-ES : CHALUMEAU, Audrey (Université Paris Descartes), <i>Genre et économie sociale et solidaire, une approche incontournable</i></p> <p>FONTIER, Virginie (Université de Bretagne Occidentale), <i>Être entrepreneur(e) et salarié(e) d'une Coopérative d'Activité et d'emploi : Analyse d'une pratique par le concept Genre.</i></p>

10h30-11h : Pause

11h-13h : Conférences
Président-e de séance : Gaëlle Sempé (Rennes 2-VIPS)

11h-12h: C7) **Catherine Louveau** (U. Paris Sud - France)
Conditions, enjeux et perspectives de recherches sur femmes, sexes, genre dans le champ du sport

12h-13h : C8) **Michel Bozon** (INED-France)
Sexualité et psychologisation des inégalités de genre

13h-14h : Pause repas

14-15h30 : Ateliers/présentation des doctorants/discussion

ATELIER 1 Président-e : « Sexualité et masculinité » animé par Michel Bozon (INED) et Marie-Laure Deroff (UBO-LABERS), Salle B122	ATELIER 2 « Sport » animé par Catherine Louveau (U. Paris Sud) et Gaëlle Sempé (U. Rennes 2-VIPS), salle B124	ATELIER 3 « Activités informelles » animé par Isabelle Guérin (IRD) et Jorge Munoz (UBO-LABERS), salle C115
<p>DOCTORANTS-ES : MOUGET, Anne-Cécile (Université de Caen), <i>Vie amoureuse et sexuelle des hommes lésés médullaires</i></p> <p>MUSENGE MWANZA, Gauthier (Université de Kinshasa), <i>Masculinité et comportement sexuel : identité et marginalité en milieu homosexuel de Kinshasa</i></p>	<p>DOCTORANTS-ES : ROWLEY, Davina (Université Paris Descartes), <i>Le rugby, entre genre et management</i></p> <p>FROIDEVAUX, Solène (Université de Lausanne), <i>Quel genre de corps pour quel genre d'objet(s)? Pratiques du tir à l'arc et du tir au pistolet en Suisse</i></p>	<p>DOCTORANTS-ES : GUEYE, Cina (Université Gaston Berger), <i>Activités informelles et compétitions dans la ville africaine d'aujourd'hui : la place des femmes dans le dispositif commercial sino-sénégalais</i></p> <p>LAHYANI, Khalid (Université Hassan II), <i>Réflexions sur les petits métiers informels des femmes à Casablanca</i></p>

15h30-15h45 : Pause

15h45-17h15 : Ateliers/présentation des doctorants/discussion

ATELIER 1 « Sexualités et genre » animé par Michel Bozon (IRD) et Marie-Laure Deroff (UBO-LABERS), Salle B122	ATELIER 2 « Masculinités en mouvement » animé par Armelle Testenoire (U. de Rouen) et Yvonne Guichard-Claudic (LABERS), Salle B124
<p>DOCTORANTS-ES : FIDOLINI, Vulca (Université de Strasbourg), <i>La transition vers l'âge adulte à l'épreuve du genre. Sexualité, construction des masculinités et ordre hétéronormatif</i></p> <p>MAUDET, Marion (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales), <i>Sexualité, genre et religion en France : une approche quantitative</i></p>	<p>DOCTORANTS-ES : MBEN LISSOUCK, Ferdinand (Université de Yaoundé 1), <i>L'irruption des hommes dans les activités «féminines» du secteur informel à Yaoundé</i></p> <p>VAN DROOGHENBROECK, Mathilde (Université de Louvain), <i>Paternité et identité(s) masculine(s) dans le sud des Andes péruviennes</i></p>

17h30-19h : Table-ronde : Comment publier dans une revue avec Christine Bard (*Travail, genre, société*)
Michel Bozon (*Clio*), Francine Descarries (*Recherches féministes*), Arlette Gautier (*Autrepart*), Danielle Kergoat (*Cahiers du genre*).

Jeudi 25 juin

9h-11h : **Conférences**
Président-e de séance : Marie-Laure Deroff (UBO-LABERS)

9h-10h : C9) **Annie Junter** (U. de Rennes 2 – France)
*De la protection des femmes au travail à l'égalité professionnelle :
le droit du travail à l'épreuve du genre*

10h-11h : C10) **Isabelle Guérin** (IRD - France)
*Associations et collectifs féminins : nouvelles formes de
solidarité ou d'exploitation ?*

11h-11h15 : **Pause**

11h15-12h45 : Ateliers/présentation des doctorants/discussion

ATELIER 1	ATELIER 2
<p>« Politiques de genre » animé par Annie Junter (Rennes-2) et Arlette Gautier (UBO-CRBC), Salle B122</p>	<p>« Transformations agricoles et dynamiques de genre», animé par Isabelle Guérin (IRD) et Maïmouna Ndoye (AFARD), Salle B124</p>
<p>DOCTORANTS-ES : RAMANANTSOA, Ambinina Tsitohaina (Université d'Antananarivo) <i>La politique du miel ou du vinaigre : quelle stratégie adopter pour l'effectivité de l'égalité de genre à Madagascar ?</i></p> <p>L Aidin, Catherine (Université Rennes 1), <i>La fausse neutralité « intersectionnelle » des programmes de développement territorial rural</i></p>	<p>DOCTORANTS-ES : LASSEL, Djaouida (Aix-Marseille Université), <i>Les inégalités de genre en matière d'accès à la terre en Algérie : Initiatives des Associations de femmes pour contribuer à l'accès à la terre des femmes rurales dans la région Blida, Algérie.</i></p> <p>NDAMI, Chantal (Université Toulouse 2 et Université Paris Diderot-Paris 7), <i>Transformations agricoles et dynamiques de genre au Cameroun 1920-1960 : Quelle place pour les femmes dans le processus de modernisation des systèmes de production agricole?</i></p>

12h45-14h : **Pause repas**

14h-15h30 : Ateliers/présentation des doctorants/discussion

ATELIER 1 Président-e : « Guadeloupe et Martinique » animé par Bérengère Marques-Pereira (ULB) et Arlette Gautier (UBO-CRBC), Salle B122	ATELIER 2 « Jeunesse » animé par Annie Junter (Rennes 2) et Marc Bessin (EHESS - IRIS), Salle B124
DOCTORANTS-ES : KABILE, Joëlle (Université des Antilles et de la Guyane), <i>« J'ai fait ce qu'un homme devait faire. » Les coûts des injonctions de genre pour les hommes martiniquais</i> BROHAN Soizic (Institut d'Études Politiques de Bordeaux), <i>Profession femme parlementaire : comment mobiliser le genre en contexte guadeloupéen postcolonial?</i>	DOCTORANTS-ES : LANDAIS, Angélique, (Université Rennes 2), <i>Temps libre et mode de déplacements d'adolescents (11-15 ans) : des usages sociaux et spatiaux participant à la construction des identités sexuées</i> SEZNEC, Aurélie (Université de Bretagne Occidentale), <i>La mobilisation scolaire des lycéens et lycéennes en vue de la réussite scolaire, une affaire de genre ?</i>

15h30-16h :

Pause

16h-17h :

Conférences

Président-e de séance : Yvonne Guichard-Claudic (LABERS)

C11) **Marc Bessin** (CNRS-IRIS - France)

Les présences sociales : genre et temporalités de la question sociale et des interdépendances

Vendredi 26 juin

9h-11h : **Conférences**
Président-e de séance : Nicole Roux

9h-10h : C12) **Bérengère Marques-Pereira** (ULB)
Etat, politiques sociales et citoyenneté

10h-11h : C13) **Christine Bard** (U. d'Angers), *Féminisme, antiféminisme et « théorie du genre » (de Théodore Joran à Eric Zemmour)*

11h-11h15 : **Pause**

11h15-12h45 : Ateliers/présentation des doctorants/discussion

ATELIER 1	ATELIER 2
«L'éducation à la sexualité », animé par Marc Bessin (EHESS - IRIS) et Marie-Laure Deroff (UBO-LABERS), Salle B122	« Lutttes des femmes et politiques du genre », animé par Francine Descarries (UQAM) et Nicole Roux (UBO-LABERS), Salle B124
DOCTORANTS-ES : FENNER, Lydia (Université Paris 1-Sorbonne), <i>L'éducation à la sexualité en France contemporaine : le modèle de la « prévention » et ses limites quant aux violences sexuelles</i> RISSE David (Université du Québec à Montréal), <i>L'enjeu du genre pour actualiser l'éducation sexuelle des jeunes aujourd'hui : une comparaison France-Québec</i>	DOCTORANTS-ES : MAGHRAOUI, Raoudha (Université de Tunis 1 / Université de Rouen), <i>Réflexion sémiologique sur la notion du genre à travers la gloire historique et le combat acharné des voix inaudibles tunisiennes</i> MIRAMOND, Estelle (Université Paris Diderot- Paris 7), <i>Politiques et dépolitisation du genre. Quand le prisme de la traite permet d'évacuer des questions gênantes et genrées</i>

12h45-14h : **Pause repas**

14h-15h : **Clôture et attestations**

RÉSUMÉ DES COMMUNICATIONS

I - PROFESSEURS-ES INVITÉS-ES

AÏT BEN LMADANI, Fatima

Institut des études africaines, Université Mohammed V-Soussi Rabat (Maroc) -

Imbrication des rapports sociaux de sexe, de race et de classe. Migrantes sénégalaises musulmanes au Maroc

Dans cette conférence, il s'agit de décrire et d'analyser la place occupée par les migrantes sénégalaises au Maroc. Cette analyse aura comme objectif de mettre en relief la manière dont ces migrantes s'insèrent dans une société avec laquelle elles partagent la même religion. Cette dimension nous permettra ainsi d'interroger certains stéréotypes collés aux musulmans, surtout dans leur rapport aux femmes. Il s'agit également de voir si la confrontation entre les migrantes sénégalaises et les autres femmes marocaines a un impact en matière de genre. L'analyse de ces dimensions mettra en évidence l'imbrication des rapports sociaux de sexe et de race et permettra de voir dans quelle mesure la religion comme un facteur déterminant de l'ethnicité va être utilisée et redéfinie dans le contexte migratoire marocain.

Notice biographique

Docteur en sociologie, Fatima Ait ben lmadani est Professeur assistant à l'Institut des Etudes africaines au sein de l'université Mohamed V -Rabat Soussi depuis juin 2010. Elle est membre associée de l'URMIS-CNRS depuis 1999, membre permanent du LIERA depuis 2010 et membre du bureau de l'AMERM depuis 2011. Elle s'intéresse aux thématiques liées à la sociologie de l'immigration et aux relations interethniques. Parmi ses publications, il convient de citer : «Femmes et émigration marocaine. Entre invisibilisation et survisibilisation, pour une approche postcoloniale», *Hommes et migrations*, n°1300, pp. 96-103 en 2012 ; «Peut-on faire de l'intersectionnalité sans les ex-colonisé-e-s ?», *Revue Mouvements*, n° 72, pp. 11-22 en 2012 ; et «Dynamiques du mépris et tactiques des « faibles », les migrantes âgées marocaines face à l'action sociale en France», *Sociétés contemporaines*, n° 70, pp. 71-93 en 2008.

BARD, Christine

Université d'Angers (France) - Histoire contemporaine

Féminisme, antiféminisme et « théorie du genre » (de Théodore Joran à Eric Zemmour)

À partir de l'analyse des oppositions à la « théorie du genre » (France, depuis 2013), qui apparaissent comme une nouvelle facette de l'antiféminisme contemporain, nous remonterons le temps pour mettre en évidence la récurrence des thématiques, depuis la fin du XIXe siècle. Le dévoilement de ce qui fabrique la différence des sexes est au cœur des tensions provoquées par le féminisme : cette opération intellectuelle - sociologique et historicisante - menace un ordre bien établi au nom de la nature (et de la loi divine), ordre qui commande toutes les hiérarchies, de sexe, de sexualité, dans tous les domaines de la vie en société. L'antiféminisme prend dès lors la forme d'un différentialisme outrancier défendant l'encodage traditionnel du genre, semant la peur de l'indifférenciation, annonçant la fin de l'amour, de la séduction ou encore de la « race ».

Le texte proposé, à paraître dans une revue québécoise, montre plus particulièrement l'imbrication de l'antiféminisme et de la lesbophobie, à la fois dans le contexte anti-mariage pour tous et dans une histoire plus longue marquée par la figure-repoussoir de la lesbienne féministe.

Notice biographique

Christine Bard est professeure des universités en histoire contemporaine, à l'[Université d'Angers](#). Elle est membre du Centre de Recherches Historiques de l'Ouest (CERHIO), [UMR6268 CNRS/Universités d'Angers, du Maine, Bretagne-Sud et Rennes 2](#). Elle a été membre junior de l'[Institut universitaire de France](#) de 2000 à 2005. Elle est directrice de [Confluences](#), structure fédérative des laboratoires en lettres, langues, sciences humaines, droit économie et gestion de l'Université d'Angers. Elle préside, depuis sa création en 2000, [l'association Archives du féminisme](#), qui a fondé le Centre des archives du féminisme à la bibliothèque universitaire d'Angers. Elle dirige la collection « Archives du féminisme » aux Presses universitaires de Rennes. Elle a aussi créé, en 2004, un musée virtuel sur l'histoire des femmes et du genre : [Musea](#).

Spécialiste de l'histoire des femmes et du genre, et plus spécialement du féminisme, sujet de sa thèse soutenue en 1993 sous la direction de Michelle Perrot, elle a récemment publié : *Une histoire politique du pantalon*, Le Seuil, 2010 ; *Ce que soulève la Jupe* (Autrement, 2010) ; *Le féminisme au-delà des idées reçues*, Le Cavalier bleu, 2012 ; *Les insoumises. La révolution féministe*, Le Monde, Collection Les Rebelles, 2013. Elle a dirigé plusieurs livres collectifs, dont *Un siècle d'antiféminisme*.

Elle appartient au conseil scientifique de l'Institut du genre et travaille depuis 25 ans au développement de ce domaine de recherche dans le champ académique français. Elle dirige le programme régional GEDI : Genre et discriminations sexistes et homophobes.

BESSIN, Marc

Centre national de recherche scientifique / IRIS (France) – Sociologie

Les présences sociales : genre et temporalités de la question sociale et des interdépendances

Cette conférence propose de penser ensemble temporalités et genre, en ce que l'assignation à l'ordre du genre peut s'envisager comme une socialisation à un rapport au temps qui enjoint les femmes à la disponibilité temporelle et la responsabilité de la durée. En considérant ainsi la temporalité au principe du genre, dans la tradition des problématiques des rapports sociaux de sexe, on peut dès lors appréhender la question sociale, le *care* et les interdépendances à partir de leurs enjeux à la fois de temporalisation et de sexualisation. C'est ce que propose la sociologie des présences sociales, qui considère ces accompagnements, assurances, soutiens et soins comme un ensemble de supports sociaux mis en place par des professionnel-le-s ou profanes pour répondre aux besoins d'autrui et ne se limitant pas à l'action présente ni à une relation dyadique. Cette perspective permet de politiser le *care* en y intégrant l'analyse des politiques sociales, sans omettre que leurs économies morales, dans l'ambivalence permanente entre protection et punition, sont fortement genrées. Ce sont ainsi les métiers de l'action publique éducative censée travailler sur le long terme, fortement féminisés, qui doivent faire face à une redéfinition de sens quand on leur oppose des critères d'efficacité immédiate, aux accents virils évidents. L'esprit gestionnaire et les logiques sécuritaires participent d'une même tendance au court-termisme qui va ainsi à l'encontre des valeurs du soin et du social dans ces secteurs professionnels. Mais au-delà des prises en charge sanitaires et sociales, les présences sociales permettent de penser plus généralement le vivre ensemble en soulignant le genre des interdépendances à partir de l'analyse des temporalités.

Notice biographique

Marc Bessin, sociologue au CNRS, enseignant à l'EHESS et directeur de l'Iris, a mené des recherches sur le service militaire, les soins en prison, la justice des mineurs, le travail social ou la "parentalité tardive", dans une perspective de genre et de *care*. Les enjeux de temporalisation sont au cœur de ses travaux. Ils ont porté sur le parcours de vie (catégories d'âges, insertion des jeunes, calendriers familiaux), certaines prises en charge sanitaires, sociales ou judiciaires, et sur l'engagement parental. La sociologie des présences sociales qu'il développe entend souligner les enjeux temporels et sexués du care. Il a notamment publié : *Parents après 40 ans. L'engagement familial à l'épreuve de l'âge*, Ed. Autrement, 2012 (avec H. Levilain) ; *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, La Découverte, 2010 (avec C. Bidart et M. Grossetti).

BOZON, Michel

Institut national d'études démographiques de Paris (France) – Sociologie

Sexualité et psychologisation des inégalités de genre

Depuis les années 1960, de profondes transformations ont affecté la situation sociale des femmes, cependant que s'installait une norme d'égalité entre les sexes et les sexualités en matière juridique, politique et interpersonnelle. Les rapports entre les sexes ne connaissent pour autant pas un bouleversement radical, comme le montre le maintien des inégalités dans l'exercice du pouvoir ou dans le fonctionnement de l'espace domestique.

Dans la sphère de la sexualité, on observe à l'époque contemporaine des rapprochements entre les pratiques des femmes et des hommes, en même temps qu'un maintien d'une représentation *hiérarchique* relativement stable, fortement intériorisée, des rôles des hommes et des femmes dans l'interaction sexuelle. Cette asymétrie dans la sexualité est une des expressions de la recomposition permanente des inégalités de sexes et de sexualités dans le monde social. Elle n'est plus inculquée par des institutions, mais inscrite dans les corps, dans les émotions, dans les relations et dans les représentations. La sexualité contribue ainsi à *psychologiser* et légitimer les inégalités de genre.

Notice biographique

Michel Bozon est sociologue, directeur de recherche à l'Institut National d'Études Démographiques à Paris et chercheur associé à l'IRIS à l'EHESS. Ses recherches portent sur la sociologie de la sexualité et l'étude des rapports de genre, en France, en Europe et en Amérique latine. Il a publié *Sociologie de la sexualité* (Paris, Armand Colin, 3^{ème} édition 2013) et *Enquête sur la sexualité en France. Pratiques, genre et santé* (Paris, La Découverte, 2008, avec Nathalie Bajos).

DESCARRIES, Francine

Université du Québec à Montréal (Canada) – Sociologie

Les rapports sociaux de sexe : d'un côté à l'autre de l'Atlantique. La perspective québécoise.

Faute de pouvoir présenter dans toute leur complexité les différentes perspectives féministes développées au fil des décennies en de multiples lieux et disciplines, c'est à partir de ma position de sociologue féministe québécoise, soit au carrefour des études féministes américaines, canado-anglaises et françaises, que je propose de réfléchir à la contribution des études féministes à l'élaboration d'une pensée sociologique des rapports sociaux de sexe.

Après avoir précisé, m'appuyant sur ma propre expérience, ce que je désigne sous le vocable d'études féministes, j'en résumerai brièvement par la suite les différentes phases de développement dans le but de proposer une représentation actualisée des études féministes comme vocabulaire et espace sociopolitique pour repenser l'égalité et l'articulation des rapports sociaux de sexe aux autres rapports de pouvoir. Seront également mises en débat certaines des propositions actuellement développées pour repenser le sujet sociopolitique du féminisme.

Notice biographique

Membre-fondatrice de l'Institut de recherches et d'études féministes de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Francine Descarries est professeure au département de sociologie de cette même institution et directrice scientifique du Réseau québécois en études féministes (RéQEF). Auteure du premier ouvrage québécois sur la reproduction sociale des sexes, *Les cols roses et l'école rose*, ses champs de recherche sont les théories féministes, l'évolution du discours et des pratiques du mouvement des femmes québécois, de même que des questions concernant la famille, le travail des femmes et la reproduction de la division sociale des sexes. En réponse à des besoins exprimés par des groupes de femmes et syndicaux, elle s'intéresse également à des questions touchant l'antiféminisme, la socialisation des femmes, la sexuation de l'espace public, les stéréotypes sexuels et l'articulation famille-travail. L'Université du Québec lui a décerné en 2011 le *Prix d'excellence en recherche et création*, pour l'ensemble de sa carrière et la Société Royale du Canada lui octroyait, en 2012, le *Prix en études du genre* pour sa contribution à l'étude des rapports sociaux de sexe.

GUÉRIN, Isabelle

Institut de recherche pour le développement-Cessma (France) – Socioéconomie

Associations et collectifs féminins : nouvelles formes de solidarité ou d'exploitation ?

Alors que les inégalités de genre font preuve d'une résistance remarquable, une multitude d'initiatives locales animées par des femmes mêlent actions économiques et solidarités en vue d'un accès plus juste aux droits économiques, sociaux et politiques de base. Entrepreneuriat collectif, coopératives de production ou de consommation, commerce équitable, finance solidaire, services de proximité, mutuelles de santé, restaurants de quartier, etc. : partout dans le monde, les femmes se mobilisent. Elles inventent des pratiques novatrices de production, de consommation, de financement, tout en luttant pour la reconnaissance de leurs droits et en s'engageant dans des formes inédites de revendication politique.

Simultanément, les politiques dites de genre, mais aussi et de plus en plus les multinationales et les organisations financières, sous couvert de social business ou de ciblage du « bas de la pyramide », présumé « gagnant-gagnant », ciblent les populations féminines, souvent par le biais de collectifs plus ou moins imposés. Supposés promouvoir leur émancipation, ces collectifs servent surtout à réaliser des économies d'échelle et se traduisent souvent par un supplément de travail gratuit, l'imposition de normes de comportements et la reproduction de mécanismes patriarcaux. Cette contribution discutera de cette double dynamique, dont la frontière est parfois ténue, où se combinent un renouvellement des formes de domination, d'exploitation et de discipline des femmes, et l'émergence de formes novatrices de solidarité et de pratiques sociales, économiques et politiques.

Notice biographique

Isabelle Guérin est socioéconomiste, directrice de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement/Cessma (Centre d'études en sciences sociales sur les mondes américains africains et asiatiques). Elle s'intéresse à la fois aux effets de la financiarisation sur la montée des inégalités et la transformation des rapports sociaux (dont les rapports sociaux de sexe) et

aux alternatives à cette financiarisation. Ses travaux récents sont résumés dans un ouvrage à paraître en mars 2015 (*La microfinance et ses dérivés : émanciper, exploiter ou discipliner ?* Paris : Demopolis). Elle a co-édité récemment plusieurs ouvrages et numéros spéciaux de revues : *Sous le développement, le genre ?* (Marseille : IRD, à paraître, coordonné avec Christine Verschuur et Hélène Guétat Bernard) ; *Microfinance, Debt and Over-Indebtedness: Juggling With Money*, (London: Routledge, 2013, coordonné avec Solene Morvant-Roux and Magdalena Villarreal); *Labour Standards in India (Global Labour Journal Special Issue, 2012*, coordonné avec Jens Lerche and Ravi Srivastava); *Femmes, économie et développement* (Toulouse : Eres, coordonné avec Madeleine Hersent et Laurent Fraisse); *India's Unfree Workforce. Old and New Practices of Labour Bondage* (Oxford University Press: New-Delhi, 2009, coordonné avec Jan Breman and Aseem Prakash). Elle publie aussi régulièrement dans des revues d'études du développement comme *World Development, Journal of Development Studies, Development and Change*, etc.

JUNTER, Annie

Juriste et Maîtresse de conférences retraitée à l'Université Rennes 2 (France) - Droit

De la protection des femmes au travail à l'égalité professionnelle : le droit du travail à l'épreuve du genre

Au-delà des efforts isolés de quelques pionnières, la démarche critique sous l'angle du genre des textes de lois et de l'ensemble des productions juridiques a du mal à s'imposer en France, notamment dans le champ de la recherche en sciences sociales. Quasiment désertée par les juristes et marginalement investie par quelques sociologues du droit, l'étude critique s'est focalisée sur les écarts entre les normes et leur application particulièrement dans le champ du travail salarié, délaissant la question de la place du genre dans la fabrication même du droit. Ce vide est en train de se combler et le droit du travail devient un bon observatoire de la production du genre et de son évolution.

La communication s'organise autour de trois parties : la perspective sociohistorique montre comment le droit du travail a simultanément entretenu la domination masculine, organisé des compromis pour protéger le travail des femmes et participé à l'avènement de l'égalité professionnelle dans un entrelacs de logiques juridiques loin d'être neutres (I). L'étude spécifique des lois relatives à l'égalité professionnelle (1983-2014) témoigne de heurts constants entre l'acharnement législatif et l'ineffectivité des usages sociaux des normes qui interrogent le sens même de la politique du droit (II). Malgré tout, le droit du travail participe à la fabrique du genre et à son renouvellement à travers une pluralité de catégories juridiques plus ou moins contraignantes, plus ou moins cohérentes en termes de transformation des rapports sociaux de sexe (III).

Notice biographique

Annie Junter est docteure en droit privé, elle a été maîtresse de conférences à l'Université Rennes2, titulaire de la chaire d'études sur l'égalité entre les femmes et les hommes jusqu'en 2014 et créatrice du DIU numérique interuniversitaire en études sur le genre. Ses travaux de recherche portent sur l'égalité professionnelle dans le secteur privé et public.

KERGOAT, Danièle

Directrice de recherche retraitée du CNRS (France) - Sociologie

Penser le travail à l'intersection des rapports sociaux : une perspective féministe matérialiste

Que l'on se place du point de vue de la connaissance ou du point de vue de l'action, on a tout à gagner à prendre en compte la complexité des faits et des pratiques sociales, tout particulièrement si l'on veut tenter de comprendre la production, l'imbrication et la reproduction des systèmes de domination. C'est cette complexité dont veut rendre compte le concept de consubstantialité, concept qui s'inscrit dans la dynamique d'une théorie critique.

Le premier moment de mon intervention s'interrogera sur ce que l'on cherche à imbriquer : s'agit-il d'articuler des catégories, des identités ? Ou bien s'agit-il, comme je le propose, d'articuler des rapports sociaux ?

Mais comment travailler concrètement cette imbrication quand on est sociologue ? Ce sera le second temps de mon intervention. Je plaiderai pour la nécessité d'une analyse matérialiste des rapports de domination. Et j'avancerai ici que l'entrée par le travail est particulièrement heuristique. À condition toutefois, bien évidemment, que le concept de travail ne soit plus rapporté au seul ordre salarial, qu'il soit redéfini.

Enfin, je conclurai sur ce féminisme matérialiste. Je m'interrogerai sur son actualité, son utilité sociale et politique et ses rapports avec la question de l'émancipation.

Notice biographique

Danièle Kergoat est sociologue, directrice de recherche honoraire au CNRS. Elle a été à l'initiative de la création en 1983 du GEDISST (Groupe d'étude sur la division sociale et sexuelle du travail), laboratoire du CNRS centré sur le travail et les rapports sociaux de sexe, et du Réseau thématique 24 de l'Association française de sociologie intitulé « Genre, classe, race. Rapports sociaux et construction de l'altérité ». Elle est par ailleurs directrice de la collection «Le genre du monde» à la Dispute. Ses recherches portent sur le genre et les rapports sociaux de sexe, le travail, les mouvements sociaux, la puissance d'agir. Son dernier ouvrage : *Se battre, disent-elles*, La Dispute, 2012

LE FEUVRE, Nicky

Université de Lausanne (Suisse) - Sociologie

La dynamique du genre dans les sociétés de l'individualisme: enjeux et perspectives sociologiques

Cette conférence propose d'interroger l'appréhension sociologique des appartenances sexuées, dans un contexte qui paraît marqué par une plus forte indétermination des expériences sociales des individus ; phénomène souvent associé à une « montée de l'individualisme ». Si les devenirs sociaux des individus sont de moins en moins « caractérisés par une appartenance à un statut ou à un collectif », ¹ cela pourrait représenter un défi majeur pour les théories du genre, fondées justement sur le postulat d'une signification sociale majeure des appartenances catégorielles (de sexe), voire de leurs « intersections » avec d'autres rapports de pouvoir (dont l'âge, l'ethnicité, la classe sociale, la sexualité).

Si l'individu moderne est effectivement incité « à se penser et à vivre en tant qu'entrepreneur de ses propres conduites » (ibid.), quelles en sont les conséquences pour les individus qui disposaient auparavant de marges de manœuvre particulièrement réduites ? Les nouvelles formes de (dé)régulation de la vie sociale font-elles désormais abstraction des appartenances sexuées ou s'inscrivent-elles toujours dans des logiques de différenciation et hiérarchisation des catégories de

¹ Contenu de l'appel à communication du XIXe Congrès de l'AISLF, Rabat, juillet 2013.

sexe ? Demeure-t-il légitime d'analyser les manifestations empiriques de l'individualisme en fonction de l'assignation des individus aux catégories sexuées instituées ? Les « épreuves de vie » auxquelles hommes et femmes sont confronté-e-s deviennent-elles de plus en plus indifférenciées ou demeurent-elles marquées par des spécificités / inégalités, même partiellement reconfigurées ?

Afin d'esquisser quelques réponses à ces questions, nous proposons de centrer cette conférence sur une analyse des défis posés à la sociologie du genre par l'injonction normative à l'auto-détermination des femmes. Il s'agit de se demander si la montée de l'individualisme sonne le glas des approches théoriques du genre ou si elle appelle seulement quelques ajustements analytiques.

Notice biographique

De nationalité britannique, Nicky Le Feuvre est professeure de sociologie à l'Université de Lausanne (Suisse), où elle est actuellement Vice-Doyenne de la Faculté des Sciences sociales et politiques (SSP) et membre du Comité de direction du Pôle de recherche national LIVES (*Surmonter la vulnérabilité. Perspective du parcours de vie*). Ses recherches s'inscrivent au croisement de la sociologie du travail, de l'emploi, avec un intérêt particulier pour la dimension temporelle et biographique du genre. Travaillant principalement avec des méthodes qualitatives, dans une perspective comparative internationale, Nicky Le Feuvre a participé à plusieurs programmes européens de recherche (5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} PCRD). S'intéressant aux processus de féminisation des échelons supérieurs du marché du travail (médecine, professions juridiques, cadres, monde académique) et aux évolutions de la division sexuelle du travail au sein de secteurs d'activité historiquement dévolus aux femmes (métiers de service), ses dernières recherches portent sur les enjeux sexués du « vieillissement actif » dans le contexte suisse et européen.

LOUVEAU, Catherine

Université Paris Sud (France)

Conditions, enjeux et perspectives des recherches sur femmes, sexe-s, genre dans le champ du sport

Le sport ne s'est pas facilement ouvert aux approches mettant en évidence les logiques de différenciation et de domination entre les groupes sociaux. La prise en compte de la dimension sexuée, autrement que comme variable, a fortiori des problématiques de genre, est tardive et assez peu développée en France dans les sciences du sport (les STAPS). Les pratiques sportives constituent pourtant un fait social particulièrement pertinent pour analyser les rapports sociaux de sexe, les processus de ségrégation et de hiérarchisation entre les femmes et les hommes, les formes de la domination masculine ainsi que la construction sociale des catégories « féminité » et « masculinité ».

La communication proposée présentera les conditions de possibilité des travaux sur ces problématiques : la place et les conditions, théoriques et institutionnelles, d'émergence de ces questionnements genre dans la discipline ; l'analyse portera ensuite une attention particulière aux résistances opposées à la prise en compte de ces dimensions sexe-s/genre, résistances plurielles, souvent visibles, mais impliquant aussi des questions conceptuelles, théoriques, car ce sont bien des grilles d'intelligence du monde social - ici le sport - qui sont engagées. Résistances qui doivent être rapportées au fait que le sport est un champ pratique et institutionnel consensuellement donné et pensé comme universel alors qu'il est de fait masculin, et corrélativement investi d'abord et majoritairement par des hommes comme champ professionnel et champ de recherches scientifiques. Enfin, nous montrerons en quoi ces travaux apportent aux études de genre.

Notice biographique

Catherine Louveau, sociologue, Professeure en STAPS (Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives) à l'Université Paris Sud, membre du Laboratoire CRESPPA - GTM /Genre Travail Mobilité (UMR 7217). - Présidente de la Société de Sociologie du sport de Langue Française (3SLF). Membre du Comité de direction de l'Institut Emilie du Châtelet

MARQUES-PEREIRA, Bérangère

Université libre de Bruxelles (Belgique)

Etat, politiques sociales et citoyenneté

Notre exposé portera sur les liens entre l'Etat, les politiques sociales et la citoyenneté lus au prisme du genre. Notre démarche se déroulera en quatre temps : 1) l'importance du concept de citoyenneté sociale chez T.H. Marshall et sa critique sous l'angle du genre; 2) la typologie d'Esping-Andersen et sa critique à la lumière du genre; 3) les entités responsables du bien-être social dans les régimes de l'Etat social (corporatiste, néo-libéral, investissement social) et les liens genrés entre l'Etat, le marché, les familles et le tiers-secteur; 4) un exemple : les politiques sociales latino-américaines et la resignification du maternalisme.

Notice biographique

Bérangère Marques-Pereira est professeure de l'Université, Université libre de Bruxelles, et présidente de l'Université des Femmes. Lors de sa présidence de l'Association belge de Science Politique (2000-03), elle a créé en son sein le groupe « genre et politique ». Elle est membre du centre de recherche METICES à l'ULB, après avoir été directrice du Centre de Sociologie politique et du groupe d'Etudes latino-américaines de l'Institut de Sociologie. Elle a été professeure invitée dans plusieurs universités, dont l'Institut d'Etudes Politiques (Paris, Aix-en-Provence), Université Lyon 2, l'Université Laval, l'Université de Montréal, l'Université de Brasilia, l'Universidad Nacional Autonoma de Mexico. Elle est l'auteure de plusieurs publications sur la citoyenneté sociale et politique des femmes en Europe et en Amérique latine, et sur la politique latino-américaine.

NDOYE, Maïmouna

Militante féministe et experte genre, membre de l'Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement (AFARD) (Sénégal)

Genre et développement : Défis et perspectives en Afrique Subsaharienne

En Occident comme en Afrique, la production d'un discours sur la condition des femmes a connu un début difficile. Toutefois, une spécificité liée à l'Afrique, est le rôle de premier plan joué par la question de l'identité culturelle dans cette situation. Comment dénoncer les MGF, les mariages précoces, ou encore la surcharge de travail des femmes africaines sans être accusé de reproduire un agenda féministe occidental et par la même, une domination Nord/Sud ? Cette question traverse encore la réflexion sur le genre en Afrique et s'invite même dans son opérationnalisation dans le développement. Dans la plupart des pays africains, la dynamique des conférences décennales sur l'élimination des discriminations à l'encontre des femmes, a permis une acceptation du discours sur le genre ainsi qu'un élan d'intégration systématique de cette approche dans les lois, politiques et programmes. Toutefois, dans un contexte où les résistances d'ordre culturel, religieux, politique entre autres, sont nombreuses, la mise en œuvre concrète pose encore problème. Cela se manifeste dans le champ académique, dans les politiques publiques et même dans la sphère non gouvernementale.

Notice biographique

Maimouna Ndoye est une juriste sénégalaise éprise d'interdisciplinarité et d'études Genre. Après une maîtrise en droit privé (option judiciaire) à la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), elle a poursuivi ses études à Genève où elle a obtenu un DEA en Études Genre (Unige/Unil) et un Doctorat en Études du Développement à l'Institut de Hautes Études Internationales et du Développement (IHEID) de Genève. Sa thèse de Doctorat aborde la question des Mutilations Génitales Féminines avec un ancrage juridique et une ouverture sur les sciences sociales.

Entre 2006 et 2011, elle a travaillé dans le pôle Genre et Développement de l'IHEID comme assistante de recherche, assistante d'enseignement et enseignante pour les formations e-learning en Genre et Développement. De retour dans son pays, elle travaille depuis 2012 comme Conseillère Technique Genre dans le cadre d'un programme de lutte contre le VIH/Sida au Sénégal.

Maïmouna Ndoye est également membre active de l'Association des Femmes Africaines pour la Recherche et le Développement depuis 1999.

TESTENOIRE, Armelle

Université de Rouen (France)

L'intersectionnalité dans l'espace francophone

Cette communication se centrera dans un premier temps sur la genèse du concept d'intersectionnalité et sa théorisation. Elle est issue du *black feminism* qui dénonçant le solipsisme du féminisme blanc nord-américain pensait les effets croisés des rapports de genre, de race et de classe. Parallèlement en France, le féminisme matérialiste a conceptualisé l'articulation des rapports sociaux de classe et de sexe. Il s'agira d'analyser la réception critique de la notion d'intersectionnalité dans l'espace francophone, sa convergence avec le féminisme matérialiste, les débats contemporains et les liens avec les mouvements sociaux.

Un deuxième temps sera consacré aux questions méthodologiques qui se posent en sociologie, et en particulier aux problèmes posés par la prise en compte de trois rapports sociaux et de leurs interrelations : comment construire l'objet ? Quelles méthodologies adopter ? Cette réflexion s'appuiera sur des cas concrets issus de plusieurs enquêtes.

Notice biographique

Armelle Testenoire est Maîtresse de conférences en sociologie, à l'Université de Rouen (France). Elle est responsable depuis 2009 du réseau 24 « genre, classe, race ; rapports et construction de l'altérité » de l'Association Française de Sociologie (AFS).

Ses *recherches* portent sur : la division ethnique et sexuée du travail; la mobilité et les parcours (professionnels, familiaux et plus récemment de santé) de femmes et de couples. Ses *terrains* se situent chez les classes populaires, en Nouvelle-Calédonie, dans certains secteurs d'activité : hôtellerie, commerce... Elle a coordonné avec Maxime Cervulle et Danièle Kergoat, un numéro spécial « Subjectivités et rapports sociaux », *Cahiers du Genre*, n° 53, 2012 ainsi qu'avec Elise Palomares « Prismes féministes. Qu'est-ce que l'intersectionnalité ? », *L'Homme et la société*, n°176-177, 2010.

II - DOCTORANTS-ES

ARNAL, Maud

École des hautes études en sciences sociales (France) - Sociologie

L'accouchement en tant que travail sexué. Traiter les douleurs de l'accouchement et mettre en ordre le genre : quels enjeux entre les sexes?

En France, les douleurs de l'accouchement font peur. Elles tiennent une place mentalement étriquée entre l'intolérable incertitude médicale dont la crainte du risque (Carricaburu et Menoret, 2004) se traduit par une prévention presque systématique de la douleur telle un prodrome contagieux de la mère au fœtus, qu'il est socialement devenu indigne de ne pas traiter (Baszanger, 1995). Nos observations au sein des salles d'accouchement, lors de refus des femmes ou des professionnels de santé à anesthésier ces douleurs soulèvent des réflexions théoriques sur le travail d'accouchement en tant que travail des femmes « productif » et sexué (Daune-Richard et Devreux, 1992). Nous proposons par cette communication d'envisager le corps des femmes accouchant comme un outil de travail hautement perfectionné (Tabet, 1998), pour lequel, « l'appropriation » (Guillaumin, 1978) de cet outil technique perfectionné tend à être remise en question par les modifications d'accès à l'anesthésie péridurale. Nous analyserons comment s'opposer à l'anesthésie systématique des douleurs de l'accouchement consiste également à s'extraire d'une catégorisation majoritaire des douleurs (Guillaumin, 2002), en opposition à l'emprise culturelle forte d'une domination médicale sur le travail de mise au monde et le sexe des femmes soumis à une double assignation : sociale et médicale. La « nature » (Guillaumin, 1978) perfectionnée du corps des femmes accouchant vient alors se confronter à la culture de la « bonne mère » (Garcia, 2011) dont les expressions publiques de la douleur ne sauraient être masculines ou pire, sexuelles, lorsque le « féminin » ne s'accorde plus avec le sexe biologique des femmes. Dans un troisième temps, nous chercherons à comprendre comment les rapports entre hommes et femmes lors de ce travail de sexué de l'accouchement, impliquent des rapports de classe, et, comment ces rapports de sexe et de classe façonnent, à leur tour, l'ordre social du genre (Bessin, 2009).

BIYELA, Fred O.

Université Paris-Descartes (France) - Anthropologie

Messianisme et hiérarchies sociales. Rapports de genre et gouvernementalités subjectivantes dans l'Église de Zéphirin (ou « Christianisme prophétique en Afrique »)

Apparue en 1948 dans les environs de Pointe-Noire (sud-ouest du Congo-Brazzaville), l'Église de Zéphirin est un mouvement politico-religieux fondé par le prophète Lassy Simon Zéphirin

(1905-1974) ; une Église messianique qui n'a jamais fait l'objet d'étude approfondie. Cette Église revendique une « hiérocraie » par le biais des dénominations suggestives de ses organes de direction dont seuls les hommes assurent la responsabilité. Exclues du gouvernement, les femmes négocient leur rôle à travers des initiatives d'ordre spirituel, qui traduisent un investissement politique du corps : trances, performances chorégraphiques pendant les cultes, disciplines corporelles. Aussi cette communication souhaite-t-elle proposer une réflexion sur les hiérarchies sociales au regard des rapports sociaux de sexe, tout en interrogeant les dynamiques des « gouvernementalités subjectivantes » (Warnier 2009) dans le Congo postcolonial. Dans cette perspective, le processus de subjectivation permettra de dépasser la vision figée des hiérarchies de sexe, à travers une approche méthodologique essentiellement

fondée sur des matériaux non discursifs : idiophones que secouent les fidèles en même temps qu'ils chantent, eau consacrée à laquelle sont attribuées des vertus thérapeutiques, bougie allumée et omniprésente dans les temples et dans les résidences privées, ornements des adeptes selon leur « grade », vêtements à l'effigie du prophète. Ce rapport aux objets, qui participe du processus de subjectivation, traverse toutes les strates de l'Église de Zéphirin. Il s'agit de s'intéresser à tous ces « dispositifs » producteurs de styles de vie étayés sur le corps, au regard des rapports de genre.

BROHAN, Soizic

Les Afriques du Monde, Institut d'Études Politiques de Bordeaux (France)

Profession femme parlementaire : comment mobiliser le genre en contexte guadeloupéen postcolonial?

L'étude des sociétés postcoloniales au prisme du genre impose une analyse de l'articulation entre racisme et sexisme. En contexte caribéen, Elsa Dorlin a montré que le projet colonial a instrumentalisé les stéréotypes de genre afin de légitimer sa domination raciale, entre féminisation des hommes esclaves, les privant ainsi de leur autorité « naturelle », et masculinisation des femmes esclaves, afin de les exclure des normes de la féminité.

La troisième vague féministe, en particulier les tenants du « Black feminism », a revendiqué la spécificité de l'expérience de la domination des femmes noires, en réaction contre le « solipsisme » du féminisme blanc (Adrienne Rich). Le contexte postcolonial impose la redéfinition des concepts féministes traditionnels. Le patriarcat, associé à l'appropriation du travail des femmes par les hommes, ne peut pas s'appliquer tel quel aux sociétés caribéennes postcoloniales, la société de plantation ayant exploité de façon indifférenciée la capacité de travail des esclaves, hommes et femmes. L'oppression patriarcale des femmes noires est conditionnée par l'expérience du racisme. Elsa Dorlin a montré l'influence des discours coloniaux sexistes et racistes au sein des sociétés postcoloniales avec la diffusion d'un « mythe du matriarcat noir » qui impose aux femmes noires de se soumettre aux hommes noirs afin de leur rendre leur autorité « naturelle ».

L'étude des femmes parlementaires en Guadeloupe en constitue un terrain d'analyse privilégié. Malgré l'application de la loi de parité, elles ne représentent aujourd'hui que 25% des députés guadeloupéens et les mandats de sénateurs sont monopolisés par les hommes. Les logiques de fabrication partisane des élites politiques, au sein des syndicats et des partis politiques, sont androcentrées, tandis que les mouvements féministes ont des difficultés à imposer leurs revendications. Le recours au rôle maternel attendu des femmes semble être la seule stratégie pour s'imposer sur la scène politique.

CARDOSO, Auréline

Université Toulouse 2 (France) - Sociologie

Engagement au travail, résistances à l'égalité et travail émotionnel pour les salariées de la cause des femmes

Les résultats de la recherche au sein du Planning Familial du Tarn amènent à se questionner sur la spécificité du rapport au travail salarié dans les associations de défense des droits des femmes, qui semble s'envisager sur le registre de la vocation et

de l'engagement. La thèse permet d'approfondir cette thématique qui sera traitée lors d'entretiens exploratoires menés principalement en Midi-Pyrénées auprès de salariées d'associations du Planning Familial et d'actrices chargées de la mise en œuvre des politiques d'égalité.

Nous analyserons tout d'abord les modalités d'engagement au travail de ces « salariées de l'égalité », en s'attachant à montrer les caractéristiques propres aux deux secteurs étudiés (associations et institutions). Nous explorerons les impacts de cet engagement pour les enquêtées, en terme de satisfaction comme d'usure au travail. Nous nous intéresserons ensuite aux résistances à l'égalité que ces salariées rencontrent au prisme de leurs effets concrets sur le travail quotidien des enquêtées et notamment en terme d'usure au travail. La recherche au Planning Familial du Tarn nous conduit à supposer que le degré d'engagement dans le travail ainsi que la nature des activités (travail auprès de femmes ou ingénierie des politiques d'égalité) pèsent sur la manière d'appréhender ces résistances et d'y faire face. C'est en cela que nous nous étudierons les aspects émotionnels du travail des enquêtées, et notamment le travail de gestion des émotions négatives provoquées par les résistances à l'égalité. Nous postulons que les salariées du Planning Familial seront particulièrement concernées par cette obligation de travail sur soi, dans la mesure où leur emploi de *care*, déjà intrinsèquement émotionnel, est marqué par un militantisme féministe mettant lui aussi des émotions fortes en jeu.

CHALUMEAU, Audrey

Université Paris Descartes (France) – Sciences économiques

Genre et Economie Sociale et Solidaire, une approche incontournable

Les particularités de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), que sont la gouvernance et les valeurs, devraient, selon toute vraisemblance, favoriser une égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Une étude quantitative et qualitative réalisée en 2013 en Midi-Pyrénées, révèle des discriminations liées au sexe : inégalités salariales, types de contrats ou temps de travail. De nombreux indicateurs montrent même des inégalités plus fortes. Quant aux ségrégations horizontale et verticale, elles touchent aussi bien les salariées que les élus.

Y aurait-il des spécificités dans le secteur de l'ESS qui s'ajouteraient aux mécanismes, comme la division sexuelle du travail (Kergoat, 2000), mise en relief par les travaux des féministes matérialistes ? Une hypothèse se dessine : il existe des contradictions entre le système de principes et de valeurs promu par l'ESS et celui de l'égalité f-h.

Que recouvrent les principes de « priorité au projet collectif », « non-lucrativité », « gestion démocratique », « libre adhésion » et « promotion des personnes » ? Par exemple, qui sont les personnes promues, en fonction de quels critères ? De quelle égalité parle-t-on ? De l'égalité dans la complémentarité, dans la différence, de l'égalité réelle ou réelle et substantielle (I. Giraud, 2002) ?

Ces conceptions de l'égalité traversent la société dans son ensemble, sans être propres à l'ESS. Mais la rencontre de l'égalité femmes-hommes avec les valeurs défendues par l'ESS, figerait-elle le secteur dans une situation d'inégalités f-h en invisibilisant les rapports sociaux de sexe derrière la finalité sociale du projet ?

Enseignant-e-s de maternelle et Conseiller-ère-s Principal-e-s(aux) d'Éducation des métiers « à la loupe du genre ».

Le nombre important des recherches sur les enseignants contraste avec la rareté de celles relatives aux CPE et enseignant-e-s de maternelle, d'autant plus si la variable sexe y tient une place centrale. Prolongeant des problématiques soulevées pour notre thèse, cette communication propose de rendre compte des résultats d'une enquête par questionnaire effectuée à la « lunette du genre ». Répondant à la volonté d'étoffer notre réflexion théorique, de faire émerger des éléments qu'une focalisation sur un seul métier n'aurait peut-être pas permis, alors, l'idée de croiser les réponses des CPE (sujet spécifique de notre thèse) avec un-e autre acteur-trice du système éducatif français que sont les enseignant-e-s de maternelle a paru une piste d'approfondissements par l'exercice comparatif. En effet, les travaux portant sur ces dernier-e-s (S.Devineau, 2010, 2014) rendent compte de la présence de plusieurs points de convergence avec les CPE. Notamment à propos de la forte féminisation observée pour ces deux secteurs, plusieurs facteurs méritent d'être explorés dans le sens d'une meilleure compréhension des motifs de choix de ces métiers de l'éducation.

On sait par les études de genre que les femmes épousent des choix professionnels spécifiquement prévus pour elles par la société et pour lesquelles leur socialisation les a programmées. Ainsi dans l'univers du travail les activités socialement concédées aux femmes demeurent principalement rattachées au secteur du care. L'analyse des réponses en lien avec leur mission commune de socialisation des enfants sera l'un des supports de confirmation ou d'infirmité de leur enracinement dans le care. Mais au-delà d'une comparaison par corps de métier, c'est la comparaison par sexe qui sera cruciale dans le test de nos hypothèses. Les variations ou non entre les hommes et les femmes constitueront les bases d'une analyse genrée. C'est en creux la force des éducations sexuées dans le choix professionnel qui sera questionnée. L'analyse de la nature des motivations à exercer l'un ou l'autre métier, puis la vérification du poids du sexe apportera la preuve que les métiers définis par la socialisation sont bien choisis puis vécus selon des modalités sexuées.

La néo-tribalisation religieuse comme recomposition territoriale du patriarcat dans l'Algérie contemporaine

Tout laisse à penser que les modalités des rapports sociaux de sexe dans l'Algérie contemporaines se trouvent dans une situation paradoxale, mêlant des logiques d'action complémentaires tout en étant opposées. Le patriarcat continue de reposer sur le contrôle de la sexualité féminine par la division spatiale des corps, mais se déploie, dans les zones (péri)urbaines, dans de nouvelles formes territoriales. Ébranlé par la scolarisation et le taux d'emploi croissant des femmes, l'ordre patriarcal se maintient grâce à l'adaptation de l'organisation sociale tribale dans le contexte urbain. Ainsi, si l'exode rural massif a déstabilisé les liens familiaux et générationnels des communautés villageoises, il a également transformé les sociabilités urbaines, substituant l'endogamie tribale à l'endogamie du quartier (*houma*), où les femmes constituent une réserve de futures épouses pour le réseau du voisinage. La survie sociale d'une famille dépend des relations sociales entretenues avec son voisinage, lui

garantissant sécurité (capital guerrier) et/contre bonne réputation (capital moral). Le corps des femmes fait donc l'objet d'une appropriation collective et familiale, en contrepartie de laquelle les « *bnat el houma* » (filles du quartier) bénéficieront de la protection des hommes du quartier vis-à-vis d'un « *barani* » (étranger au sens « qui vient du dehors »). Le corps des femmes représente un territoire sur lequel s'enracine la nouvelle tribu, ainsi que l'enjeu autour duquel se construit cette dernière. Si le « développement séparé » des deux groupes sociaux de sexe est justifié par des valeurs « morales, culturelles et religieuses, voire politiques » (Bekkar, 1995 : 228), l'islamisation de l'espace public - et l'extériorisation croissante de la religiosité - depuis les années 1980 a également - et paradoxalement - constitué une brèche dans laquelle les femmes issues de divers milieux se sont engouffrées pour une plus grande participation sociale (Oussedik, 2011).

DUBOIS, Élisabeth Alexandra

Université libre de Bruxelles (Belgique) - Sciences sociales

Militer au sein d'une organisation mixte. Réflexions sur l'intégration du rôle des militants à l'analyse des modalités de l'engagement féminin au sein des syndicats estudiantins universitaires en Tunisie.

Ma communication présentera mes réflexions théoriques et méthodologiques quant à l'intégration des rôles masculins à mon analyse et à l'articulation de ceux-ci aux rôles féminins pour mieux saisir les modalités de l'engagement des militantes étudiées. Alors que mon projet portait initialement sur l'étude de l'engagement féminin dit « islamique », à partir d'un corpus uniquement féminin, plusieurs mois de terrains ethnographiques sur les campus m'ont poussée à sortir d'une lecture islamo-centrée pour donner plus de poids dans mon analyse aux rapports sociaux de sexe et aux rapports entre militants et militantes. Ma communication s'attachera à présenter cette évolution de mon projet en lien avec mes observations sur le terrain. Je travaille sur des profils de militant(e)s engagé(e)s dans un syndicat « gauchiste » et d'autres engagé(e)s dans un syndicat concurrent « islamiste ». Outre un conflit d'ordre politique, inscrit dans une histoire de luttes contre un régime autoritaire, les deux organisations, mixtes, s'opposent vivement, parfois violemment, quant au niveau de pratique religieuse acceptable sur les campus. Ces deux idéologies antagonistes participent, au sein de ces deux organisations, à des rapports entre militants et militantes qui diffèrent sur plusieurs points et donnent lieu à une structuration et une organisation interne propres à chaque syndicat. Au sein de ces deux organisations ressortent deux figures de militantes types bien distinctes que je présenterai également dans cette communication pour illustrer mon propos. Mes recherches consistent en une analyse s'inscrivant dans la sociologie des mobilisations syndicales, dans le contexte particulier d'un pays musulman marqué par un régime répressif contre lequel ces syndicalistes, y compris les femmes se sont opposés. L'engagement des militantes, tout comme celui des militants, s'inscrit dans cet univers protestataire, leurs discours reposant sur ce passé décrit comme violent, douloureux et sacrificiel. En dehors de ce discours collectif commun, une étudiante milite-t-elle comme un étudiant? Certaines fonctions et certains rôles au sein de l'organisation sont spécifiquement attribués aux militantes et d'autres aux militants. Ma communication proposera donc une réflexion sur l'usage concret de l'outil « genre » et sur l'intégration des apports des travaux portant sur la « masculinité » dans mon analyse des configurations des rapports entre militants et militantes structurant ces deux syndicats tunisiens.

FENNER, Lydia

Université Paris 1-Sorbonne (France) – Sociologie

L'éducation à la sexualité en France contemporaine : le modèle de la « prévention » et ses limites quant aux violences sexuelles

Ce projet, conçu dans l'approche de la recherche-action problématise les expériences des acteurs dans le milieu associatif ou les organisations variées qui interviennent auprès des adolescent(e)s par rapport à la sexualité et aussi celles des acteurs dans le milieu scolaire ou au sein des écoles. Ainsi l'enquête pose les questions centrales suivantes : quel est le rôle des institutions d'éducation sexuelle dans la transmission des scripts sexuels aux adolescents ? Comment ces scripts comparent-ils et contrastent-ils avec des systèmes de valeurs, identités et pratiques normatives ? Comment varient-ils selon l'institution, le milieu et le genre (des interlocuteurs) ? Nous nous intéressons surtout à l'aspect souvent oublié de la sensibilisation à et de la prévention des violences sexuelles et, par conséquent, à l'éducation des inégalités sociales liées aux rapports sociaux de sexe. Nous nous demandons donc, comment les institutions et les acteurs de l'éducation à la sexualité représentent et répondent à l'agression sexuelle ? Comment représentent-ils et envisagent-ils la prévention de ce problème social ?

En particulier, l'enquête concentre sur le caractère du modèle de la « prévention » et son application aux violences sexuelles et sexistes lors des animations et formations dédiées à l'éducation sexuelle. Nous interrogeons auprès des acteurs aux milieux scolaires et associatifs, les représentations des rapports sociaux de sexes par le prisme des informations données (ou pas) sur les violences sexistes, homophobes, transphobes. Ainsi il s'agit de remettre en question le modèle de la « prévention » du corps médical qui est souvent animé dans l'éducation sexuelle en France (surtout depuis l'épidémie du SIDA) à travers l'analyse de son application aux inégalités sociales motivées par le genre et les sexualités.

FIDOLINI, Vulca

Université de Strasbourg (France) – Sociologie

La transition vers l'âge adulte à l'épreuve du genre. Sexualité, construction des masculinités et ordre hétéronormatif

Dans quelle mesure l'identification de genre façonne-t-elle la phase de la transition vers l'âge adulte ? Les incertitudes et l'instabilité liées à cette phase de vie sont-elles révélatrices, entre autres, de nouvelles formes de construction du sujet au prisme du genre ?

Mes recherches portent sur l'étude de la condition du jeune adulte à travers l'analyse des expériences sexuelles vécues pendant la période préconjugale. Je travaille en particulier sur une population de jeunes hommes marocains, musulmans, immigrés en France et en Italie et, suivant une lecture genrée de la catégorie d'âge, je m'intéresse notamment à la construction des masculinités.

Cette communication cherchera à montrer comment ces jeunes hommes utilisent la représentation hégémonique de la masculinité hétéronormative afin d'affirmer leur « rôle d'hommes » aux yeux des pairs, des membres de leur famille d'origine, des membres de la population majoritaire, voire du chercheur lui-même dans le cadre de la relation d'enquête, tout en révélant l'intrication et l'articulation de ces différentes dimensions dans la construction du passage vers l'âge adulte à l'étranger.

J'analyserai notamment le rapport que les jeunes interrogés entretiennent à trois représentations hégémoniques de la masculinité hétéronormative : (1) l'homme sexuellement actif qui affiche et biologise son hétérosexualité par la mise en scène du script viril et prédateur – tout en dissimulant aussi d'autres formes subordonnées de la masculinité hégémonique, comme la masculinité homosexuelle ; (2) l'homme qui définit son rôle par la référence au mariage, à son cadre hétérocentré et à l'image de sa femme en tant que « dépositaire » de sa propre réputation sociale ; (3) l'homme qui fait de la mise en scène du rôle de « protecteur de ses femmes » l'espace pour la négociation d'une place identitaire à l'étranger vis-à-vis de la population majoritaire, en distinguant entre les conduites sexuelles de « *mes femmes* » (et notamment sa copine ou sa sœur, ou plus généralement les femmes marocaines et musulmanes) et « *vos femmes* » (notamment européennes et non musulmanes, voire « européanisées » descendantes d'immigrés).

FONTIER, Virginie

Université de Bretagne Occidentale (France) – Sociologie

Etre entrepreneur(e) et salarié(e) d'une Coopérative d'Activité et d'emploi : Analyse d'une pratique par le concept Genre.

Entreprendre des recherches sur le thème de l'entrepreneuriat féminin s'est tout d'abord faire le constat d'une pauvreté de travaux sociologiques sur celui-ci. En effet, le concept d'entrepreneur a été investi principalement par les économistes puis approché depuis peu par la sociologie économique (Zalio P-P. 2004). De plus, les sociologues n'ont que très rarement analysé par le concept Genre (Joan W. SCOTT 1998 ; Clair I. 2012) ce groupe professionnel et ses pratiques. Pourtant nous partons du postulat que l'entrepreneuriat est une pratique sociale sexuée construite socialement et culturellement par les acteurs en interaction. Le cadre historique et culturel d'un pays affecte l'identité et les pratiques de l'entrepreneuriat. L'identité sociale dominante de l'entrepreneur n'est pas asexuée, neutre.

Ainsi la pratique entrepreneuriale est relative à une société, à un contexte donné. Malgré un processus de féminisation (Le Feuvre N. 2001 ; 2008 ; Lapeyre N., Le Feuvre N. 2005) de cette profession les recherches déjà réalisées sur ce sujet révèlent à l'unanimité que l'entrepreneuriat est un statut masculin principalement. Une analyse compréhensive par le concept de genre peut permettre de saisir les représentations et pratiques associées à l'entrepreneur(e) et les normes différentielles établies. Le genre se traduit à travers toutes les dimensions de la société.

Les Coopératives d'Activités et d'Emploi ont des taux de féminisation relativement importants (plus de 65% pour certaines). Constat qui interpelle face à une présence nettement inférieure dans l'économie dite « classique » (autoentrepreneur ; SARL ; etc). Ainsi, en prenant en compte les spécificités des coopératives et le succès croissant qu'elles connaissent auprès des femmes en projet de création d'activités il est légitime de s'interroger sur les motivations de ces dernières à s'inscrire dans cette expérience dont le statut procuré par ces structures conjugue à la fois les dimensions salariales et entrepreneuriales.

La communication aura pour objet de révéler en quoi l'analyse des expériences des entrepreneures salariées par le concept Genre permet de comprendre que les CAE proposent un cadre alternatif favorable en levant certains freins et certaines contraintes (structurelles et conjoncturelles), en agissant comme levier, mais également en quoi ces expériences sociales sont malgré tout le reflet des pesanteurs sociales.

FROIDEVAUX, Solène

Université de Lausanne (Suisse) – Gender studies

Quel genre de corps pour quel genre d'objet(s)? Pratiques du tir à l'arc et du tir au pistolet en Suisse

Étant en début de thèse et commençant mon terrain, je souhaite axer ma communication sur l'apport que peuvent avoir les recherches féministes et les études genre dans l'observation des interactions entre corps et objets. Je discuterai cela à partir de mes premières observations de terrains, à savoir les pratiques de loisir mixtes que sont le tir à l'arc et le tir au pistolet. Si ces deux activités mettent en jeu un rapport au corps et aux objets particulier, ils sont également saisis d'une culture matérielle spécifique. Il s'agira ainsi d'approfondir le « « corps-en-action avec ses-objets » (Julien et al., 2006), en dépassant une vision statique des objets. Le courant interactionniste a en grande partie laissé de côté la dimension matérielle de nos interactions face à face, d'une part en ne prenant pas souvent en compte la matérialité des corps en présence, et d'autre part en occultant l'importance des objets comme participants mêmes de l'interaction. La critique peut s'étendre à un grand nombre de recherches en sciences sociales (notamment Bourdieu) qui ont davantage traité de la dimension symbolique du corps. Lier la question du genre et des objets permet de poser de nouvelles questions à des pratiques et des comportements. Les objets, de par le but et la symbolique qu'on leur attribue, sont souvent accessibles soit à un sexe, soit à l'autre; ils sont soumis à un processus de sexuation (Chaubaud-Rychter et Gardey, 2012). L'accès à de nouveaux objets peut être à l'origine d'une nouvelle manière de se constituer une identité de genre, de la produire et de se voir comme la produisant (Young, 1980). Par exemple, comme bon nombre de chercheuses féministes l'ont démontré, les objets de la violence sont plutôt attribués aux hommes. Comment expliquer alors que la pratique du tir en Suisse soit composée de 40% de femmes dans un pays où l'armée est obligatoire pour tous les hommes majeurs? Comme le rappellent Céline Rosselin et Marie-Pierre Julien, « les fonctions de l'objet ne s'épuisent pas dans celle définie par ses concepteurs, mais elles se révèlent plurielles, voire contradictoires selon les usages, occasions, contextes, cycles de vie, ritualisations et ruptures, espaces investis » (2009 : 39).

GUEYE, Cina

Université Gaston Berger, Saint-Louis (Sénégal) – Sociologie

Activités informelles et compétitions dans la ville africaine d'aujourd'hui : la place des femmes dans le dispositif commercial sino-sénégalais

L'interdépendance entre ceux qu'on appelle communément ambulants ou détaillants et les groupes de Chinois déterritorialisés a été démontrée dans de nombreuses publications traitant par le haut des implications indirectes des relations entre la Chine et l'Afrique ou par le bas de la stratégie de conquête d'entrepreneurs migrants misant plus sur leurs ressources personnelles et sociales pour atteindre leur aspiration à la mobilité verticale. Cependant, les effets de recomposition interne de la strate des « ambulants » ont été faiblement étudiés. Sont régulièrement mises en exergue la mise en concurrence avec les nationaux notamment les grands commerçants réunis autour de l'unacois (dans le cas du Sénégal) et l'engouement des consommateurs pour des biens de biens de consommation variés et à bas coût. De nombreuses questions restent pourtant en suspens sur la dynamique de ces « espaces intermédiaires transnationaux » (Roulleau-Berger, 2011) fondés sur une coopération avec des acteurs économiques locaux. Comment le processus de mondialisation qui

connecte par le bas migrants et locaux, reconfigure-t-il en profondeur les activités invisibles qui lui sont désormais consubstantielles ? Quelle est la place des femmes dans le dispositif commercial focalisé sur l'« ethnic business » chinois ? Traiter de la place des femmes dans ce dispositif, c'est mettre en lumière la spécificité de leur position au cœur de ces espaces de coprésence. Dans cette perspective, la dynamique propre de ces espaces sociaux transnationaux fondés sur la confiance, la réputation et des systèmes de loyauté participe-t-elle à une reproduction d'un « ordre de genre » et des pratiques de discrimination envers les femmes ou contribue-t-elle à une transformation des rapports de genre dans « l'univers de l'extérieur » ?

HILBOLD, Mej

Université Paris 8 (France) - Sciences de l'éducation

Identité professionnelle et identité genrée chez les professionnelles de la petite enfance en crèche : les enjeux identitaires de la souffrance au travail.

Dans un contexte de travail massivement féminisé, les professions de la petite enfance ont à lutter contre des représentations de métiers féminins exercés « naturellement » par des femmes : qu'il s'agisse des éducatrices, des auxiliaires de puériculture, des employées de crèche, ou, dans une moindre mesure, des infirmières puéricultrices, elles sont fréquemment pensées comme figures maternantes (mères ou grandes sœurs), tirant essentiellement leurs compétences d'expériences relevant de la sphère privée.

Le discours sur "l'identité professionnelle" ou la "professionnalisation" des personnels de crèche peut être convoqué en réaction à la naturalisation des compétences éducatives, mais il présente l'inconvénient de faire disparaître la conflictualité propre à tout mouvement identitaire. De plus, la technicité et le savoir de ces professionnelles les placent en position d'expertise face aux parents, dans une relation de savoir-pouvoir et de rivalité généralement non pensée en tant que telle par les intéressées.

Ici, les apports des théories de Judith Butler (2008) ou d'Eve Kosofsky Sedwig (2008), revisitant les théories foucaaldiennes du pouvoir et de l'identité, permettent de complexifier la compréhension de ce que vivent les professionnelles de la petite enfance, au-delà de la croyance en une identité stable et commune qui exclut l'autre. Mon travail se situe ainsi à double titre dans la constellation des études de genre : d'une part, par ce qu'il traite d'un métier qui demeure extrêmement féminisé (problématique des métiers du *care*) ; d'autre part, par l'étude de la mécanique de défense consistant à forger une profession, un corps de métier, avec des valeurs et une identité commune revendiquée, dans un contexte où cette profession se mettra en concurrence avec la parentalité et plus spécifiquement la maternité.

Le corpus sur lequel reposera cette communication comprendra des extraits d'observations de plusieurs mois de trois crèches parisiennes ainsi que des entretiens auprès d'une vingtaine d'éducatrices de jeunes enfants, d'auxiliaires de puériculture et de responsables de crèche.

JONCAS, Jo-Anni

Université Laval (Canada) - Sciences de l'éducation

Les inégalités scolaires vécues lors de la carrière universitaire de femmes autochtones : une question d'oppression sociale

L'éducation est un vecteur de l'augmentation des possibilités réelles, car elle renforce l'autonomie et l'émancipation des individus vivant dans un environnement restrictif. Les taux de scolarisation des étudiantes autochtones au Canada sont faibles, et ce, particulièrement à l'université. Cette communication concerne les premières étapes d'une recherche s'intéressant aux inégalités scolaires vécues lors de la carrière universitaire de femmes autochtones. Il sera d'abord question de la situation de vulnérabilité multiple des étudiantes autochtones qui sont sujettes à trois grandes inégalités : de genre, de race et de classe (position d'intersectionnalité). À travers l'histoire de l'éducation autochtone au Canada, nous présenterons comment ces inégalités conditionnent leurs aspirations scolaires. Nous exposerons également la perspective féministe autochtone sur le genre. La présentation se poursuivra par un questionnement quant à l'approche à favoriser pour étudier cette problématique. Vaut-il mieux privilégier un regard sur l'individu ou sur le système et ses politiques? Bien que certaines études expliquent les inégalités scolaires des Autochtones par l'hégémonie eurocentrique du système scolaire et ses structures « néocoloniales » qui les oppressent, la majorité des études se concentrent sur l'individu. Enfin, nous partagerons notre posture théorique qui favorise l'étude des inégalités dans une perspective de justice sociale en adoptant un niveau d'analyse de macrosocial à microsocal. Nous sommes d'avis que les inégalités scolaires tant de genre, de race que de classe sont des relations de pouvoir socialement construites qui opèrent à ces différents niveaux. Plus précisément, nous porterons un regard critique sur les inégalités scolaires vécues lors de la carrière universitaire d'étudiantes autochtones en utilisant la perspective théorique des capacités de Sen. Le concept de capacité se définit comme la liberté dont jouissent réellement les individus de choisir la vie qu'ils désirent dans un contexte où les organisations devraient s'efforcer de leur ouvrir le plus de choix de vie possible.

KABILE, Joëlle

Université des Antilles et de la Guyane (France) - Sciences politiques

« J'ai fait ce qu'un homme devait faire. » Les coûts des injonctions de genre pour les hommes martiniquais

Si la socialisation masculine impose aux hommes martiniquais des injonctions de virilité fondant leur identité de genre (Mulot, Lefaucheur, 2011) l'acceptation ou le refus de ces impératifs comportent des coûts pour les individus, mais également pour la société.

C'est ce que se propose d'étudier cette communication exploratoire, à partir de la recherche doctorale en cours « Les identités masculines aux Antilles. Constructions, expression, conflits », mais également à partir de résultats croisés de plusieurs enquêtes de terrain (enquête ENVEFF Martinique CRPLC-CRIDUP, 2012 et l'enquête INED Faire famille, 2014).

Il s'agira notamment de questionner l'injonction à la virilité ostentatoire qui semble transmise dans la socialisation masculine antillaise ainsi que les acceptions spécifiques de la liberté (Berlin, 1958) et du pouvoir qu'elle encourage à investir. Enfin, il faudra soulever la question de la reconnaissance (Honneth, 2000) dans la socialisation et proposer une réflexion autour de son impact sur les rapports de genre.

KOCADOST, Fatma Cingi

Université de Lausanne/École des hautes études en sciences sociales (Suisse/France) - Sociologie

Le modèle "réconciliation" interrogé par l'expérience sociale des femmes subalternes

Alors que les femmes du milieu populaire ont des taux d'activité semblables à celles d'autres milieux sociaux, le taux d'emplois "atypiques" croît considérablement chez les femmes les moins qualifiées sur le marché du travail salarié. En lien avec ces conditions d'emploi peu propices à la valorisation du travail, chez ces dernières, l'importance accordée au travail en tant qu'activité décroît. Ceci l'est davantage surtout dans la catégorie "employée non qualifiée" qui regroupe l'ensemble des femmes de ma recherche. Ainsi, au regard des autres sphères de vie, le domaine professionnel a peu d'intérêt aux yeux des femmes suivies.

L'enjeu de la communication est de repenser à nouveau frais une question désormais classique de la recherche féministe, celle de l'interaction entre la sphère de production (scène du travail salarié) et la sphère de reproduction (scène du travail domestique) dont l'aboutissement le plus actuel se cristallise autour du thème de la "conciliation vie professionnelle-vie familiale". Mais une fois la question de l'articulation des sphères de vie reformulée à partir des conditions d'existence et d'expérience des femmes subalternes, l'absurdité de l'idéal de "la femme active" devient visible.

Le constat de la relativisation de l'importance accordée au travail va de pair avec celui de l'écart entre le modèle contemporain du couple qui semble être une tendance dominante dans des milieux sociaux aisés et celui des femmes de l'enquête. Ainsi, ces dernières, dont la seule issue professionnelle se trouve dans le secteur des services dominé par les bas salaires, par la précarité de l'emploi et de mauvaises conditions du travail, ne partagent pas l'envie de concilier la carrière professionnelle et la vie familiale. En effet, pensant leur place dans le salariat et celle dans le foyer comme alternatives, les femmes sans enfant souhaitent soit arrêter complètement leur travail salarié, soit en diminuer considérablement la charge durant les premières années qui suivent la naissance de leur enfant.

LAHYANI, Khalid

Université Hassan II- Casablanca (Maroc) - Sociologie

Réflexions sur les petits métiers informels des femmes à Casablanca

Il nous semble judicieux, dans notre pays, de remettre en cause certaines idées reçues concernant les femmes. Des idées relatives notamment à leur statut sur le marché de travail et à la sous-estimation et l'opacité de leur participation à l'activité économique.

Les femmes à Casablanca continuent encore de souffrir d'exclusion et de ségrégations quant à l'accès à l'emploi. Face à cette situation, nombre d'entre elles recourent au travail informel.

Dans cet article, nous proposons des réflexions quant à la condition de la femme exerçant un métier de rue informel à Casablanca, reflétant la vulnérabilité et la précarité de sa situation. Notre travail vise à montrer comment ces femmes perçoivent leur précarité et le quotidien de leur travail (risques liés au travail de rue) ainsi que la perception et les représentations sociales les concernant.

Mes hypothèses ont pour but d'inciter à la réflexion et la discussion, de connaître et reconnaître l'apport du travail informel des femmes à l'économie de Casablanca.

Elles sont les suivantes :

- l'évolution de la société marocaine est telle que fleurissent les emplois informels et précaires, mais l'exercice des femmes de ce type d'emploi reste toujours mal vu par la population.
- les femmes de Casablanca exercent tous les types d'emploi informel comme c'est le cas pour les hommes. Toutefois, une idée reçue veut qu'elles ne s'adonnent qu'aux emplois de « services » (domestique...)
- il existe plusieurs profils types de femmes exerçant un métier de rue informel à Casablanca.
- les femmes, peu importe l'activité informelle qu'elles exercent, sont souvent sujettes au harcèlement sexuel, que ce soit par des regards, des mots ou encore des gestes.
- les métiers de rue informels s'intègrent dans une vie sociale, traduisant un style de vie et sont régulés par un certain nombre de normes propres à la rue.

Notre société entretient un rapport à la fois complexe et paradoxal avec ces femmes. Si leur image est souvent négative du fait qu'elles exercent un métier de rue, les services ou biens qu'elles commercialisent sont, quant à eux, prisés et acceptés par une large frange de la population. Il en résulte une relation ambiguë, faite à la fois sur le rejet et le besoin.

Dans tous les cas de figure, ces femmes vivent une situation ambiguë.

C'est ce qu'on fait qui détermine ce qu'on est. Notre société peut-elle encore changer son regard sur la condition de ces femmes?

L Aidin, Catherine

Université Rennes 1 (France) - Sciences politiques

La fausse neutralité « intersectionnelle » des programmes de développement territorial rural

Dès la constitution de l'Union européenne, et régulièrement réaffirmée, l'égalité entre les femmes et les hommes a été une préoccupation de l'Union européenne.

Le programme LEADER devenait ainsi un lieu remarquable d'observation pour comprendre comment la promotion d'un développement local dans une perspective de développement durable et de prise en compte d'une égalité de genre pouvait encourager une meilleure cohésion sociale, économique et territoriale, sur des territoires littoraux aujourd'hui en pleine mutation.

Avec J. Jenson et E. Lépinard (2009), pour saisir les enjeux de ces territoires et des programmes et politiques qui s'y déploient, nous avons adopté « *une vision systémique de la société et de l'action publique* ». Cette perspective favorise une nouvelle lecture des espaces d'action publique, des mécanismes du changement et des effets de l'action publique, ici appréhendée au regard des rapports de pouvoir et des inégalités de genre, d'âge ou de catégorie sociale des acteurs.

Nous avons été confrontée à la forte difficulté d'obtenir des données liées au genre, à la classe sociale, à l'âge, ces programmes et politiques ciblant la plupart du temps des activités plutôt que des individus. Cette perspective construit ainsi l'invisibilité de catégories sociales (hommes- femmes, jeunes-âgés, catégories socio-professionnelles).

Sourdes aux impulsions de l'Union européenne en faveur des principes d'égalité de genre, les politiques en faveur du développement local poursuivent une « *neutralité* » au regard du genre, des classes sociales ou de l'âge. Ainsi, elles bénéficient aux

acteurs dominants de ces territoires, repérés par les gouvernements locaux et insérés dans les réseaux de l'action publique. Les inégalités ne sont pas corrigées, voire même se trouvent renforcées. La mise en place de ces programmes reste alors profondément marquée par l'organisation sociopolitique et économique locale, avec une division sociale des rôles de genre, de classes et d'âge au sein de l'action publique locale.

LANDAIS, Angélique

Université Rennes 2 (France) – Géographie

Temps libre et mode de déplacements d'adolescents (11-15 ans) : des usages sociaux et spatiaux participant à la construction des identités sexuées

L'entrée au collège marque un changement de « statut » pour l'adolescent qui se distingue graduellement de l'enfant par des gains d'autonomie dans les déplacements, la gestion des relations amicales, les choix d'activités et l'emploi du temps.

Les modes de transports et trajets effectués par des adolescents et adolescentes, au cours de leur temps libre, sont analysés à partir d'une enquête réalisée auprès de 1260 collégiens mayennais. Les trajets pédestres, motorisés, à vélo, seul(e) ou accompagné(e), les destinations, les motivations de ces déplacements dans l'espace public participent à la construction d'une identité individuelle, à un rapport aux autres, à la construction d'appartenance spatiale et à une appropriation plus ou moins grande de l'espace public, des modes de transport.

Les bassins de vie, les usages quotidiens de divers modes de transport sont interrogés sous l'angle des identités sexuées et genrées mais également en fonction des lieux de vie, de l'âge, de la classe sociale, de la « race ». Dans cet ordre d'idée, les peurs (ou non peurs) liées à la fréquentation de l'espace public sont également questionnées. Ces différents éléments mettent à mal l'évidente « mixité » et neutralité de l'espace public et permettent d'approcher un aspect de la construction spatiale des identités sexuées qui fait partie intégrante de la socialisation de ces adolescentes et adolescents tant de manière verticale (influence des institutions de socialisation, dont en premier lieu la famille) qu'horizontale (influence des pairs), chacune et chacun étant lui-même actif au sein de ce processus.

LASSEL, Djaouida

Aix-Marseille Université (France) – Sociologie

Les inégalités de genre en matière d'accès à la terre en Algérie : Initiatives des Associations de femmes pour contribuer à l'accès à la terre des femmes rurales dans la région Blida, Algérie.

Bien que l'Algérie soit dotée d'un arsenal de lois sur l'égalité entre les femmes et les hommes, et sur l'accès des femmes dans les divers domaines économique et social. Les facteurs d'inégalités persistent entre les genres en raison de la résistance de comportements discriminatoires et de préjugés profondément enracinés dans la culture de ma société patriarcale. Lutter contre les inégalités et les stéréotypes de sexe et de genre nécessite d'intervenir sur les champs politique, juridique, moral et symbolique.

Or, si sur le plan politique, juridique et moral, les choses ont réellement avancé : la femme d'aujourd'hui ne vit pas comme celle des années 70; sur le plan symbolique, les choses restent largement à défricher.

Pour autant, force est de constater que les inégalités persistent y compris en matière d'accès à la terre et que les stéréotypes persistent dans la réalité que vivent les femmes dans le milieu rural.

À travers ma communication et sous un regard sociologique, j'essayerai dans un premier temps de décrire les conséquences des inégalités de genre en matière d'accès à la terre sur le statut social des femmes rurales de la région de Blida et sur leur manque d'accès à d'autres ressources telles que l'information, la formation, l'éducation, le crédit, les intrants agricoles, etc. En second temps je tenterai de mettre en éclairage les actions qui sont menées par les Associations de femmes de la région pour renforcer les capacités des femmes rurales à réduire les Inégalités de Genre en matière d'accès à la terre dont elles sont victimes et améliorer la gestion des ressources dans l'agriculture paysanne.

MAGHRAOUI, Raoudha

Université de Tunis 1 / Université de Rouen (Tunisie/France) – Sociolinguistique

Réflexion sémiologique sur la notion du genre à travers la gloire historique et le combat acharné des voix inaudibles tunisiennes

Quand la thématique du genre s'empare de la campagne électorale de l'Assemblée constituante du 23 octobre 2011, elle devient objet de débat en Tunisie après la révolution et alimente les réflexions sur la femme suite au printemps arabe. En effet, pendant ladite campagne, il y avait des affiches de listes placardées sur les murs pour inviter les Tunisiens à voter. Ceci est parallèlement aux affiches des campagnes de sensibilisation pour voter sur nos écrans qui atteignent même les publicités qui défilent sous toutes ses formes. Mais entre première sensibilisation et détournement du message politique, tout semble fait pour inciter à aller voter le 23 octobre... Entre ceux qui se précipitent vers la distribution de tracts en pleine rue et ceux qui pratiquent le sabotage forcené, la concurrence monte tandis que la campagne de sensibilisation commence il y a les banderoles de l'Instance Supérieure Indépendante des Elections -dite couramment l'ISIE- ont été déployées, clamant «la Tunisie vote». Dans sa campagne, l'ISIE diffuse des spots de sensibilisation concernant la situation historique, sociale, politique et économique de la femme tunisienne. Dans ce spot, nous sommes avertis de son contenu dès l'incipit «PUB ELECTIONS, MOI, LA FEMME TUNISIENNE ». Puis, en second lieu apparaît une femme quinquagénaire, qui commence par se présenter en disant « moi, la femme tunisienne ». Elle cite tous les noms des femmes célèbres qui ont marqué l'histoire tunisienne, ensuite elle énumère tous les postes occupés par les femmes puis se focalise sur son rapport conflictuel à l'homme avant de finir par mettre le point sur la nécessité de voter. Cette publicité a fait le buzz par son originalité dans la mesure où elle aide les femmes à choisir le parti politique qui va les aider à sauvegarder leurs droits, et à faire évoluer leur situation (...).

Ce spot s'articule autour des questionnements des femmes tunisiennes qui ont participé à la Révolution de 14 janvier espérant renforcer, voire garantir leurs droits face aux hommes. De ce fait, cette communication devrait nous permettre d'éviter le piège identitaire qui tend à opposer des catégories toutes faites telles qu'« islam (-isme) » ou « arabe (-isme) » et « démocratie », « modernité », « occident », etc. Mais de s'intéresser au genre pour voir comment, par le biais du questionnement sur la polysémie de ce concept et à quoi correspond ce terme français dans les langues et les cultures pour mieux comprendre ce qui est en jeu dans l'après-Révolution ? La polysémie du genre marque-t-elle un dépassement de sa conception traditionnelle ?

Dans quels termes peut être pensé le rapport femme/ homme dans ce contexte ? En quoi les femmes font-elles bouger les lignes d'opposition ? Finalement, c'est à travers une perspective sémiotique, focalisée sur l'analyse des signes verbaux et non verbaux utilisés dans le discours en usage dans le contexte sociolinguistique, où la langue devient un fait de langue, de discours, et de société. Par conséquent, ceci renvoie à la réalisation de toute action grâce à la langue. Nous examinerons ce rapport interactif entre la langue et la société à travers l'influence des usagers -homme et femme- sur la langue dans son rapport à l'image -de l'homme et de la femme- vis-à-vis de la problématique du genre. Cette communication sera aussi une occasion pour mettre l'accent sur la manière de parler, sur l'influence du discours publicitaire comme construction syntagmatique et paradigmatique et sur les usagers pour parler des questionnements de la femme en pleine campagne de sensibilisation pour les élections de l'Assemblée Constituante du 23 octobre 2011.

MARCILLAT, Audrey

École des hautes études en sciences sociales (France) - Sociologie

Penser le sans-abrisme dans une perspective de genre. Retour sur les apports des rapports sociaux de sexe dans l'étude des populations marginales.

La communication proposée s'appuie sur deux enquêtes qualitatives réalisées auprès des sans-abri en Île-de-France. La première était une enquête menée par observation participante au 115 du Samusocial de Paris en 2012. Et la seconde recouvre une vingtaine d'entretiens recueillis auprès de sans-abri hébergé.e.s en Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale à Paris et en petite couronne. Les propos développés seront également contextualisés statistiquement grâce aux données de l'enquête Insee-Ined de 2012 sur les personnes sans-domicile.

Il s'agira dans un premier temps de révéler les outils que les perspectives du genre apportent dans l'analyse du sans-abrisme, tant du point de vue des parcours biographiques que des expériences de la vie à la rue des enquêté.e.s. Car au-delà de rendre visibles les femmes sans abri jusqu'alors évincées des savoirs produits dans les sciences sociales, le genre apparaît comme un levier pertinent pour aborder le sans-abrisme en repensant également les expériences masculines et la surreprésentation des hommes au sein de cette population. La communication visera ensuite à questionner l'existence d'un impensé du genre dans la figure du sans-abrisme, les représentations sociales figurant plutôt une catégorie masculine, avec des attributs qui y sont associés tels que l'incurie ou encore les pratiques addictives. Le dernier axe de la communication, plus réflexif, visera à interroger la manière dont la recherche empirique sur la situation limite des sans-abri nous invite également à repenser les dichotomies au principe de l'ordre du genre, telles que la dichotomie entre sphère privée et sphère publique ou encore le rapport aux temps biographiques.

MAUDET, Marion

École des hautes études en sciences sociales (France) - Sociologie

Sexualité, genre et religion en France : une approche quantitative

L'objectif de cette présentation est de mettre en perspective les liens entre religion, sécularisation et genre, à partir de la sexualité des femmes et des hommes en France. Si l'intersectionnalité constitue l'un des champs majeurs des études sur le genre aujourd'hui, celle-ci se limite bien souvent à l'articulation entre genre, classe et race, et d'autres potentiels lieux de pouvoir sont passés sous silence. La religion (et son corollaire, la sécularisation), en fait partie. Or, « par ses pratiques à la fois

symboliques et matérielles, la religion peut renforcer les rapports de domination de genre ou aider à les transformer » (Woodhead, 2012 : 4). Par ailleurs, les individus sont loin d'être de simples réceptacles passifs des normes religieuses. Leur capacité d'agir (*agency*) peut, au contraire, participer de leur remise en cause.

Notre terrain se fonde sur une étude quantitative menée à partir des trois enquêtes sur la sexualité en France : l'enquête Simon de 1970, Analyse des comportements sexuels en France de 1992 et Contexte de la sexualité en France de 2006. Nous pouvons ainsi observer les évolutions des comportements et attitudes sexuels dans un paysage religieux changeant (en nous centrant sur le catholicisme et l'islam, les deux seules religions rassemblant assez de fidèles pour obtenir des résultats statistiquement significatifs). Nous montrerons, notamment, que si la religiosité catholique crée de moins en moins de différence entre les comportements sexuels des femmes et hommes par rapport aux « sans religion », il n'en va pas de même pour les attitudes vis-à-vis de la sexualité, notamment vis-à-vis de l'homosexualité. Nous évoquerons, aussi, nos premiers résultats concernant les musulman·e·s, dont la sexualité semble se caractériser par des comportements spécifiques et fortement genrés que nous détaillerons.

MBEN LISSOUCK, Ferdinand

Université de Yaoundé 1 (Cameroun) - Sociologie

L'irruption des hommes dans les activités «féminines» du secteur informel à Yaoundé

Les travaux sur les questions de genre à l'échelle globale indiquent que celui-ci est une construction sociale, et qu'il ne constitue pas une donnée stable. L'observation de la réalité urbaine au Cameroun quant à elle, montre que la répartition sexuée des tâches dans le secteur informel de l'économie, notamment avec la crise économique des années 1980, a effectivement connu des mutations. Les travaux sur le genre au Cameroun, ayant tendance à se fixer, quasi prioritairement, sur «*l'étude des rapports de domination entre les sexes*», cette contribution se propose d'analyser l'interaction du *masculin* et du *féminin* dans le secteur alternatif de l'économie à Yaoundé, et appréhende «l'irruption» des hommes dans les «activités féminines» de ce secteur, comme participant de la remise en cause par ceux-ci, de cette *sexuation* des tâches dans une société camerounaise en mutations. Et, pour mettre en exergue les rapports entre «irruptions» des hommes dans les «activités féminines», «dédain» des femmes pour les «activités viriles» du secteur informel à Yaoundé et *coconstruction* des rapports de genre dans une société camerounaise en crise, cette étude privilégie une approche essentiellement qualitative. À cet effet, outre l'observation directe *in situ*, un échantillon constitué d'une dizaine de responsables du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille, et d'une quarantaine d'acteurs du secteur hors-la-loi de l'économie issu des deux sexes, a été interviewé. Les données utilisées proviennent d'une enquête effectuée dans le cadre d'une thèse de doctorat en sociologie, en cours de rédaction. Les résultats indiquent qu'à Yaoundé, dans le secteur informel, il s'observe une espèce d'*arrangement des sexes*, qui fait que certaines activités demeurent encore majoritairement «viriles»: conducteur de mototaxis et taxis clandestins; manutentionnaires... tandis que d'autres, anciennement considérées comme féminines, sont aujourd'hui prises d'assaut par *l'autre sexe*: coiffure dame, petite restauration, vente des produits vivriers, etc.

MIRAMOND, Estelle

Université Paris Diderot- Paris 7 (France) – Sociologie, études de genre

Politiques et dépolitisation du genre. Quand le prisme de la traite permet d'évacuer des questions gênantes et genrées

Si la signature en 1981 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes par le Laos a été motivée par l'obtention de l'assistance étrangère, la lutte contre la traite engagée dans ce pays répond également à l'intégration croissante du "genre" dans les politiques de développement. Or nous développerons l'idée selon laquelle l'angle sous lequel les questions de migration et d'exploitation des femmes sont abordées au Laos et en Thaïlande isole les questions de genre des bouleversements économiques et sociaux qui traversent le pays. En fournissant une explication unique — la criminalité organisée — à des phénomènes migratoires complexes, la « lutte contre la traite des femmes » laotienne engagée par le gouvernement et les organisations internationales contribuerait-elle à invisibiliser des politiques et dynamiques précarisantes pour les femmes ? Dans un premier temps, nous montrerons comment les politiques de lutte contre la production d'opium et contre la culture sur brûlis, mais encore la construction de barrage hydro-électrique et la confiscation des terres par des sociétés d'exploitation minière et de plantation ont provoqué des déplacements de population et mis en danger la sécurité alimentaire de populations majoritairement ethniques. Dans un second temps, nous expliquerons les raisons pour lesquelles les dynamiques de l'expansion de l'économie de marché au Laos ont prioritairement affecté les femmes, responsables de la survie économique de la famille, et engagées dans des formes de réciprocité familiales à l'égard de leurs parents bien plus contraignantes que celles des hommes. Enfin, nous montrerons que le prisme de la traite, qui réduit les facteurs de migration féminine à l'intention criminelle de tierces personnes, évacue des questions brûlantes, et permet de protéger les *corps* des femmes identifiées comme victimes au mépris de leurs droits.

MOUGET, Anne-Cécile

Université de Caen (France) – Sociologie

Vie amoureuse et sexuelle des hommes lésés médullaires

Le concept de liminalité, utilisé par Murphy dans *Vivre à corps perdu*, rend compte de la stase de l'individu handicapé entre vitalité et morbidité : il n'est ni vivant, ni mort, ni malade (état qui laisse possible le retour à l'état de santé/vie et donc la réintégration). Une réflexion sur le passage à l'âge adulte des personnes handicapées m'a fait réaliser qu'il en allait de même avec le statut d'adulte. Alors je me suis posé la question pour le genre. Ma question de départ étant : comment on (se) vit en tant qu'homme quand on n'est pas/plus capable de tenir son rôle masculin selon les standards ordinaires, valides ? À laquelle on pourrait ajouter : quand on ne dispose pas (ou qu'on a perdu) des attributs virils (de sens commun) comme la capacité physique, la force, l'indépendance, la taille... et que cette perte va jusqu'aux plus intimes de ces attributs : le sexe, l'érection et l'éjaculation. Ainsi on comprend que dans les rites de passage ou d'appartenance renouvelés, l'homme lésé médullaire se trouve dans une multi-liminalité (non pleinement vivant, adulte ou homme) majorée par la corrélation symbolique entre ces statuts. En effet l'homme est considéré comme plus adulte, plus fort, plus actif, plus vivant que la femme.

Le recours à la possibilité de masculinités diverses, comme expliqué par Raewyn Connel dans *Masculinités. Enjeux sociaux de l'hégémonie*, aide à penser la situation des hommes lésés médullaires. Ils se perçoivent dans une tension masculin/féminin, mais sont peut-être plutôt dans une tension entre plusieurs masculinités. Il est important aussi de prendre en compte les situations et les interactions dans la question de l'attribution des statuts. Surtout le genre ne peut être détaché des interactions avec les femmes et les autres hommes, et tout particulièrement les interactions (dont les interactions sexuelles) avec la partenaire ou bien le partenaire homosexuel, autre homme « déclassé ». Ainsi on peut remplir tous les critères, avoir passé les épreuves, mais se voir toujours exclu de la réintégration et du statut visé si les autres ne les « valident » pas. Le genre est donc aussi profondément lié à sa perception. Il a le genre selon lequel on se perçoit soi-même, celui selon lequel les autres, ou d'autres, figures plus importantes, nous perçoivent. Le (la) partenaire apparaît ainsi essentiel(le), à la fois repoussoir et validateur privilégié.

Multi-liminalité et genre relationnel sont les deux points que je développerai, en les illustrant d'exemples, en montrant comment ils fonctionnent à partir de mes données.

MUSENGE MWANZA, Gauthier

Université de Kinshasa (République Démocratique du Congo) - Sociologie

Masculinite Et Comportement Sexuel : Identite Et Marginalite En Milieu Homosexuel De Kinshasa

Il apparaît ces derniers temps à Kinshasa une amplification d'amitié entre les hommes. Une certaine interprétation de la liberté et les effets de l'acculturation tendent à multiplier les relations amoureuses entre membres du même sexe, la conduite propre à ceux qu'on nomme homosexuels. L'homosexualité masculine, qui intéresse cette lecture de la vie sociale à Kinshasa, existe dans toutes les strates de la société kinoise. Cette étude a ciblé trois déterminations : l'orientation sexuelle, le rôle du genre et l'identité sexuelle. Attendu qu'il s'agit d'une recherche empirique qualitative en sociologie de la sexualité entre les hommes dans une perspective de retrouver le général à travers le particulier, l'auteur a choisi comme point de départ, les pratiques homosexuelles masculines. Ainsi a-t-il adopté une méthode qui renvoie strictement aux pratiques individuelles. Par conséquent, non seulement l'auteur met en exergue l'existence de l'homosexualité masculine à Kinshasa, mais il montre aussi les rôles qu'acceptent de jouer les partenaires homosexuels, en dépit de leur caractère phénotypique et du comportement social qui les accompagnent. Dans une approche sociologique, l'auteur analyse, d'une part les causes, les caractéristiques et les conséquences de l'homosexualité masculine, afin de mesurer son ampleur, son évolution et ses principales dimensions économiques et sociales ; et d'autre part, il illustre la construction sociale de l'identité des homosexuels masculins pour saisir la production sociale symbolique et imaginaire dans la transformation sociale à Kinshasa.

NDAMI, Chantal

Université Toulouse 2 (France) - Développement rural / Université Paris Diderot-Paris 7 (France) - Histoire

Transformations agricoles et dynamiques de genre au Cameroun 1920-1960:Quelle place pour les femmes dans le processus de modernisation des systèmes de production agricole?

À partir des années 1930, la physionomie du monde rural camerounais change avec la diffusion rapide des cultures d'exportation. Ces cultures nouvelles, principalement le cacao, le café et le coton, accompagnent l'entrée progressive du monde rural dans la « modernité », c'est-à-dire l'économie marchande et capitaliste. Même si elles s'intègrent sans traumatisme dans les systèmes agricoles préexistants, ces cultures contribuent néanmoins à l'émergence de nouveaux modes de production agricoles qui impliquent des enjeux importants en termes économiques et sociaux et offrent des opportunités d'accumulation inédites et d'ascension sociale aux paysans. Dans les régions du sud du pays en particulier, où l'agriculture est traditionnellement une activité essentiellement féminine, le développement de ces cultures entraîne une reconfiguration des rapports de genre. Si la main d'oeuvre féminine dans les plantations devient rapidement indispensable, les savoirs et compétences des femmes ne seront cependant pas reconnus et pris en compte par les pouvoirs publics coloniaux et postcoloniaux dans les stratégies de développement de ces productions. Cette mise à l'écart fragilise leur statut social et limite leur possibilité d'accès aux principaux facteurs de production (en particulier le foncier), aux innovations techniques, et à la formation agricole. Elles vont cependant jouer un rôle capital dans la préservation de l'autosuffisance alimentaire du pays.

Cette étude se propose d'une part d'analyser les systèmes normatifs et de représentations qui depuis les années 1930, concourent à maintenir l'invisibilité de l'investissement des femmes dans la production agricole, et d'autre part, d'éclairer les stratégies de résistance qu'elles ont élaborées pour faire face à ces politiques de marginalisation.

PAGE, Mathilde

Université libre de Bruxelles (Belgique) - Sociologie

Violence conjugale, violence de genre ? Le cas des hommes victimes de violence conjugale.

Parler de la violence conjugale que peuvent subir les hommes n'est pas chose facile. Cela peut surprendre, faire rire, générer des passions et des résistances, énerver ou encore éveiller les curiosités. À travers la violence conjugale faite aux hommes, c'est toute la question des rapports de genre qui est ébranlée. Comment aborder ce thème sans inscrire les individus dans une perspective essentialiste qui voudrait que la femme violente soit porteuse de caractéristiques masculines et que l'homme victime au contraire soit en manque de celles-ci ? (Le Bodic, 2011). Ou encore que la violence féminine n'est qu'une réponse à la violence masculine, inscrivant de nouveau la femme dans son rôle d'individu faible en comparaison de l'éternel homme fort. Entre d'une part, certains discours masculinistes qui prétendent à une symétrie des situations de violences conjugales entre hommes et femmes et d'autre part, certains discours qui tendent à nier toute existence de cette problématique en affirmant que seules les femmes subissent cette forme d'oppression domestique, les analyses actuelles sur le sujet rencontrent des difficultés à trouver un juste milieu et le manque de recherches objectives sur le sujet se fait sentir (Welzer-Lang, 2009).

Lors de ce colloque, j'aimerais nourrir la réflexion autour de la figure de l'homme victime de violence conjugale, en répondant spécifiquement à cette question : comment les hommes victimes de maltraitances conjugales mettent-ils cette violence en mots ?

Pour répondre à cette question, j'exploiterai les données d'une vingtaine d'entretiens semi-directifs réalisés auprès de ce public cible. Je mobiliserai la pragmatique du

langage afin d'analyser cette connexion de la souffrance à un discours. J'interrogerai la façon dont les hommes parlent de cette violence, les registres de vocabulaire et d'expression mobilisés, les conceptions de rôles auxquelles ils se réfèrent. Utilisent-ils un langage essentialiste ou encore, se réfèrent-ils à la psychologie populaire? Voilà les différents questionnements qui guideront mon raisonnement. Enfin, je m'intéresserai également à l'économie du savoir que ces hommes ont sur la violence.

PICOT, Pauline

Université Paris Diderot- Paris 7 (France) – Sociologie

Tactiques de luttes en situation(s) minoritaire(s) : le cas des femmes musulmanes dans les mobilisations contre l'islamophobie en Ile-de-France.

Je me propose de travailler sur les tactiques adoptées par les groupes mobilisés contre l'islamophobie, à partir d'une enquête de terrain en cours sur le thème plus large de l'antiracisme.

L'islamophobie est conçue par les personnes mobilisées comme une forme virulente et institutionnalisée du racisme contemporain, stigmatisant les musulman-es *en tant que* musulman-es ; et visant plus particulièrement les femmes. L'étude des mobilisations contre l'islamophobie est particulièrement révélatrice des injonctions et des tensions dans lesquelles sont pris de manière différente hommes et femmes racisé-es (De Rudder).

En effet, la défense des droits des femmes sert actuellement de prétexte, en France métropolitaine, à la stigmatisation des hommes racisés, désignés comme seuls dépositaires du sexisme sur le territoire (Delphy, Guénif-Souilamas), alors que la laïcité est devenue une « valeur » qui permet de stigmatiser l'islam et ses croyant-es en tant qu'« incompatibles » avec « la » République (Baubérot). Ces deux dynamiques produisent deux injonctions très fortes envers les minoritaires à faire entrer leurs revendications, leur modes d'action - et même leurs *façons d'être* - dans un moule défini par l'État et la classe politique majoritaire : il leur faut être féministes et laïcs - si ce n'est laïcistes - pour être « entendables ».

Par ailleurs, effet inattendu de la diffusion et de l'appropriation des théories de l'intersectionnalité (issues du féminisme noir états-unien) par certain-es féministes et antiracistes en France, on a pu constater une sorte d'injonction à « être intersectionnel », à « articuler » les revendications, venant des allié-es potentiel-les des groupes de minoritaires mobilisé-es contre l'islamophobie.

Il y a enfin, notamment à destination des femmes mobilisées, une injonction à la loyauté de la part du groupe « d'appartenance », souvent désigné par les personnes comme « la communauté ».

Je souhaite ainsi interroger les marges de manœuvre dont disposent ces femmes racisées ainsi que les tactiques développées dans la construction de mobilisations autonomes contre l'islamophobie, entre stigmatisation par l'État, lutte pour la légitimation de leurs revendications, négociation avec leurs allié-es militant-es majoritaires d'un côté et leurs potentiel-les allié-es minoritaires de la « communauté » de l'autre.

PONSIN, Annabelle

Université du Québec à Montréal (Canada) – Sociologie

Le genre comme objet et pratique. Analyse d'une « baby-sitter sociologue »

Cette communication est l'occasion de mettre en relief une variable omniprésente dans mon travail : celle du genre. Mes travaux articulent les rapports sociaux de classes, sexes, âges, et analysent leurs co-constructions quotidiennes en milieu familial (Kergoat 2012). Je souhaite participer au débat sémantique de ce « mot valise » qu'est le « genre » (Chaperon 2003) en soulignant sa pertinence dans mes observations des rapports sociaux de sexes au sein des familles (Pfefferkorn, 2012). Le genre, dans ma démarche, se révèle être une clef de compréhension à la fois de ma posture de sociologue-babysitter et de mes résultats d'observations qui en découlent.

Mon approche qualitative s'initie en effet par un travail d'immersion en tant que babysitter. Cette posture permet une analyse ethnographique croisée des membres de la famille. Elle informe, d'elle-même, sur le caractère « sexué » de ma démarche : je suis moi-même située comme jeune, étudiante, précaire, féminine, babysitter. Cette enquête, rendue possible par ma position sociale, est en même temps une possibilité d'interroger ces fonctions sexuées quasi « maternelles » que je remplis. Outre mon interrogation sociohistorique de la place de la babysitter au cœur de la famille, j'analyse l'évolution de ma position au cours de l'enquête. Je suis à la fois un « agent régulateur du tempo familial », et une « médiatrice » de valeurs. C'est à ma propre construction « sexuée » que renvoient ces observations sur les processus d'individuations « sexués ».

Les questions de genre se dissimulent ainsi dans les interstices du quotidien des individus : dans leurs manières de s'alimenter, leurs « gestions du temps », leurs rapports au corps, au sport, au travail, au loisir, à la parentalité ou 'grande-parentalité'. Les milieux familiaux, telles des « fabriques du genre », semblent ainsi être des terrains privilégiés pour observer les co-constructions des identités sexuées dans le temps.

PRIGENT, Pierre-Guillaume

Université de Bretagne Occidentale (France) – Sociologie

Les mécanismes de la violence masculine contre les mères séparées et leurs enfants

Depuis le mois de février 2013, en France, des pères séparés occupent ponctuellement grues et autres édifices. Ils déclarent « défendre les droits des pères », alors que d'autres qualifient de masculiniste cette « mouvance d'une radicalité extrême dont l'objectif non avoué, mais évident, est d'entraver la liberté des femmes que les acteurs de cette mouvance ne considèrent pas comme leurs égales » (Palma, 2009). Plus largement, le masculinisme « n'envisage que l'histoire ou la vie sociale des hommes, mais encore double cette limitation d'une affirmation (il n'y a qu'eux qui comptent et leur point de vue) » (Le Doeuff, 1989). Les médias ne considèrent pareillement que très peu le point de vue des mères séparées. Nous souhaitions initialement nous y intéresser, notamment à propos des conflits sur le mode de résidence des enfants. Adoptant une approche féministe matérialiste (Delphy, 2013) tout en problématisant notre position sociale oppressive (Thiers-Vidal, 2002), notre recherche nous a amené à découvrir en théorie et sur le terrain l'occultation de la violence masculine en général (Romito, 2006) et la fréquence des violences masculines contre les mères séparées en particulier (Jaspard et al., 2003).

Les violences conjugales commencent, continuent ou s'aggravent, mais ne s'arrêtent pas à la séparation (Romito, 2011). Les enfants y sont également couramment exposés, comme témoins et / ou comme victimes (Sadlier, 2015). Ces constats remettent en question les approches minimisant ou occultant la violence masculine,

ainsi que celles séparant parentalité et conjugalité, en supposant qu'un mauvais mari peut être un bon père. A partir d'entretiens approfondis menés avec des mères séparées, ainsi qu'avec le projet d'en mener avec des adultes qui enfants ont été témoins ou victimes de violences conjugales et dont les parents se sont séparés, nous exposerons les premiers éléments de notre recherche sur les mécanismes de la violence masculine contre les mères séparées et leurs enfants.

RAMANANTSOA, Ambinina Tsitohaina

Université d'Antananarivo (Madagascar) – Sociologie

La politique du miel ou du vinaigre : quelle stratégie adopter pour l'effectivité de l'égalité de genre à Madagascar ?

À l'instar de la situation de différents pays francophones, l'intégration du genre dans différents domaines à Madagascar fait face à la question de l'adoption d'une méthode « douce » en vue d'une meilleure acceptabilité culturelle ou d'une méthode plus franche et catégorique en vue d'asseoir une certaine autorité juridico-politique, mais également sociale. Par la triangulation d'une revue documentaire et de données empiriques issues d'interviews, la communication analyse quelles sont les portées et les limites de chaque type d'approche pour le cas malgache afin de faire ressortir quelle pourrait être la meilleure alternative dans un contexte comme celui de Madagascar. En effet, grâce à la priorité accordée à la méthode "douce" une analyse rétrospective du panorama actuel du pays en la matière amène à dire que des avancées ont incontestablement été réalisées: une récente augmentation notable de la proportion de femmes au Parlement, certaines réformes législatives comme l'égalisation de l'âge à la retraite, l'égalisation des droits parentaux pour les époux.... Mais les progrès restent lents, et en même temps, parfois limités. La proportion de femmes en politique est par exemple loin d'atteindre une masse critique de 30%, les violences conjugales restent à une proportion fortement inquiétante, à laquelle s'ajoute une tolérance culturelle du phénomène. Ces faits s'inscrivent dans un contexte où la culture contraint au compromis, même si celle-ci est actuellement entraînée dans un mouvement évident de changement. Dernièrement, une proposition de loi sur "le quota" en politique s'est ainsi heurtée à une manœuvre dilatoire de "remise à jour" au niveau du Sénat, la méthode choisie ayant été qualifiée de trop "directe". L'évaluation de l'efficacité de la méthode du "miel" et de celle du "vinaigre" pour la promotion du genre émerge donc comme d'actualité pour le cas malgache.

RAMSEYER, Mickaël

Université Toulouse 2 – Sociologie

Maintien, transformation et recomposition du genre dans l'exposition aux risques sur la santé en viticulture

La production vitivinicole française a un coût sur la santé humaine de celles et ceux qui le produisent et pour les riverain.e.s. L'étude sur la division genrée du travail viticole en Beaujolais de 1950 à nos jours (RAMSEYER, GUETAT-BERNARD, 2014) montre que les risques liés à la production vitivinicole sur la santé humaine sont différenciés par sexe et que les rapports de genre maintiennent ces différences. Historiquement, les rapports de genre au sein des exploitations viticoles cloisonnent la nature des travaux réalisés par des attributs du masculin ou du féminin : force pour le premier (porter le jarlot de vendange), finesse pour le second (lier les sarments). Durant les 1960-80, l'intégration de modes de production motomécanisés (utilisation

de tracteurs) et l'utilisation des produits de synthèse cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques ont transformé la nature des risques sur la santé des vigneron.ne.s. Pour autant, l'ordre établi par les codes traditionnels du masculin et du féminin face à la perception de ces risques ne semble pas avoir été remis en cause. Aujourd'hui, la dichotomie féminin/masculin est toujours autant marquée dans l'appréhension des risques de santé auxquels ils.elles sont exposés. La condition masculine nie toute expression de la souffrance et sous-estime la nature des risques encourus par leur métier, créant particulièrement chez les hommes, l'apparition, entre autres, de graves problèmes dorsaux ou lombaires. Le masculin pose également un regard protecteur et bienveillant sur la condition féminine : les apprenties vigneronnes n'ont toujours pas accès à la conduite du tracteur dans les pentes ou la maîtrise du port de charges lourdes par crainte qu'elles ne se blessent. Entre abnégation et surprotection, la condition masculine tend ainsi à réduire l'espace de travail du féminin aux tâches répétitives et soignées, comme la taille ou le relevage, développant ainsi l'apparition de troubles musculaires squelettiques principalement chez les femmes.

RISSE, David

Université du Québec à Montréal (Canada) - Sociologie

L'enjeu du genre pour actualiser l'éducation sexuelle des jeunes aujourd'hui : une comparaison France-Québec

Comme le pouvoir est partout, le genre domine les rapports de sexe. Comme il n'y a pas de pouvoir sans liberté, il n'y a pas de domination masculine sans possibilité de subversion du genre dominant. En tant qu'attribut du féminin et du masculin, le genre est producteur de diverses théories, dont la « théorie du genre », encore parfois utilisée en France pour contester la légitimité des études de genre ; sans en connaître les circonvolutions historiques et les fondements épistémologiques. En comparant la réception française aux usages québécois des *Gender Studies*, nous montrerons l'importance d'appuyer les connaissances et compétences des éducateurs sur les nouvelles recherches décrivant – et décryptant – divers enjeux de la sexualité, politiques, économiques et sociaux. Certaines études féministes québécoises se sont penchées sur les enjeux de l'optimisation des moyens et des outils de sensibilisation scolaire à l'éducation au genre, dans la perspective de la réduction des méfaits, des inégalités et des stéréotypes de genre, notamment dans certaines filières scolaires traditionnellement masculines. À partir de la contribution féministe québécoise à l'actualisation de l'éducation sexuelle des jeunes, il s'agira de voir quelles sont les meilleures réponses et les autres stratégies scolaires pour éduquer au genre, contrer les violences amoureuses et sexuelles chez les jeunes et réduire les nombreuses formes de violences faites aux femmes (Smedslund et Risse, 2014). Ces réponses sont des « bonnes pratiques » (*best practices*) pour autant qu'elles soient reconnues comme « encourageantes » (Risse, 2014). Pour un accueil inconditionnel des différences genrées et corporelles, une inclusion et un traitement égaux des jeunes, quelle que soit l'expression de genre ou de corps dont elles et ils font preuve, il s'agira enfin de montrer au terme de cette comparaison tout l'enjeu du genre pour proposer un nouveau modèle pédagogique, choisir l'individualité plutôt que l'individualisme sexuel.

RIVOAL, Haude

Université Paris 8 (France) - Sociologie

Quand le chercheur est une femme : enjeux et perspectives de la recherche en milieu masculin.

La question du genre dans l'enquête ethnographique pose de nombreuses interrogations au sociologue dans l'accès au terrain, dans sa relation aux enquêtés ainsi que dans la collecte de données, tant d'un point de vue éthique que pratique. Le « sexe du sociologue » semble déterminant dans le succès et les possibilités de l'enquête, mais encore dans « l'imaginaire des choix que le chercheur s'autorise. ». En effet, enquêter dans un milieu masculin lorsque l'on est une femme (et inversement) n'est pas sans poser de questions tout au long de l'enquête. Les configurations sociales (imaginaires ou symboliques) renvoient la relation ethnographique à un ordre sexuel et/ou à un ordre du genre, influençant des rapports complexes et contradictoires. Pour sortir de l'idée d'un chercheur « détaché » et objectif sur son terrain, nous proposerons dans cette intervention une réflexion sur la manière dont se construit et se négocie le genre au cours des investigations sur un terrain non mixte. À partir d'une enquête ethnographique réalisée pendant plusieurs années au sein d'un milieu masculin, nous interrogerons la complexité des rapports entre enquêteur et enquêtés selon diverses modalités : exploitation, domination, effacement, appropriation, différence, altérité, antagonisme, complémentarité, etc. Comment « négocier » son genre ? L'identité de sexe permet-elle une complicité? Comment l'érotisation des rapports sur le terrain affecte-t-elle la recherche ?

ROBIN, Yannig

Université de Bretagne occidentale (France) - Sociologie

L'accueil collectif du jeune enfant comme espace de reproduction des stéréotypes de genre entre confirmations et émancipations.

Si la question du genre en qualité de construction sociale dans le champ des Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) a pu être étudiée du point de vue de la reproduction des rapports de domination, elle ne semble pas avoir été appréhendée d'un point de vue *possibiliste* (Draperi, 2013) susceptible de permettre la reconsidération et le dépassement de l'évidence d'une asymétrie en faveur des hommes.

Ce rapport de genre est en effet le plus souvent envisagé dans une perspective factuelle et majoritaire de reproduction des rapports sociaux en faveur des hommes dans un contexte de quasi-absence des intéressés. Ces rares hommes y exercent malgré tout, proportionnellement plus de fonctions hiérarchiques et le regret exprimé sur le "manque de présence masculine" et son "augmentation souhaitable" sont souvent imprégnés des stéréotypes de sexe. L'autorité préférentiellement masculine et "dont l'enfant pourrait manquer en l'absence d'hommes" en représente l'une des illustrations les plus explicites (Cresson, 2010). Cette même reproduction peut être envisagée du point de vue de la construction sociohistorique des rapports de genre au sein des EAJE et du lien entre une formation qui privilégie la psychologie et le lien mère / enfant comme déterminants principaux du bien-être des enfants (Murcier, 2005). Une autre approche pourrait être enfin celle du lien entre les questions de genre et la remise en cause de l'opportunité de ces établissements dans un contexte de crise. La raréfaction des emplois pourrait réactiver une approche naturaliste consistant à confirmer les femmes dans leur fonction maternelle.

Une approche *possibiliste* du terrain de l'accueil du jeune enfant, qui mobilise les expériences singulières permet de dépasser cette asymétrie apparente et d'envisager des dynamiques de renversement des dominations ou d'émancipations. Le recensement d'initiatives minoritaires recueillies au sein des crèches parentales ou dans le champ de l'économie sociale et solidaire élargi au périmètre des espaces de délibérations démocratiques adossés à l'accueil des jeunes enfants permet d'illustrer

ces possibles. Ces espaces de délibérations largement investis par les femmes permettent d'esquisser quelques pistes susceptibles de réinterroger les rapports de pouvoirs entre les femmes et les hommes sans pour autant renier l'importance des déterminismes de genre.

ROWLEY, Davina

Université Paris Descartes (France) - Sociologie

Le rugby, entre genre et management

Ma communication vise à mettre au jour le rôle du rugby à l'école des Hautes Etudes Commerciales de Jouy-en-Josas (HEC), et, à partir de là, questionne les liens entre genre, sport et management. La question principale à laquelle cette communication prétend répondre est la suivante : comment la pratique du rugby à HEC participe-t-elle au processus de transformation d'un soi viril à l'œuvre dans cette école de commerce ? L'objectif est de comprendre comment le rugby y est investi comme un vecteur majeur de formatage de sa propre subjectivité, et comment, de ce fait, il permet un nouvel usage de soi par soi, au travers de l'acquisition d'un éthos viril qui est en parfaites filiation et cohérence avec l'éthos managérial. Pour répondre à cette question, je m'appuierai sur les entretiens réalisés dans le cadre de mon doctorat de sociologie, auprès de trois générations d'anciens diplômés de HEC.

La principale thèse que je soutiens dans mon doctorat est que HEC est d'abord et avant tout une école de la virilité ; dans cette communication, je désire montrer que le rugby, notamment parce qu'il permet de restaurer le clivage hommes-femmes de manière légitime, est le lieu privilégié de cette transformation virile. « *Sport de voyou pratiqué par des gentlemen* », il est un moment idéal d'apprentissage des savoir-faire et savoir-être managériaux : il engage un certain rapport à soi-même (se faire mal), un certain rapport aux autres (faire mal, mais aussi se faire des amis) et un certain rapport au monde (faire du business).

SARROUY, Marion

Université Rennes 2 (France) - Anglais

Le travail de renouvellement du regard du genre dans une ère culturelle à la fois proche et lointaine.

La problématique initiale de notre sujet de thèse visait précisément à envisager les conséquences du conflit nord-irlandais en terme d'évolution des rapports sociaux de sexe et des modèles de genre socialement acceptés. La problématique de la socialisation masculine à la violence et celle de la durabilité ou d'éventuelles reconfigurations des masculinités hégémoniques influencées par trente années de conflit nous intéresse particulièrement et il s'agira de présenter les premiers résultats d'une enquête ethnographique de terrain. De façon dialectique, il s'agit également d'étudier la socialisation à la violence des jeunes femmes, résultat d'une enquête préalable.

Nos premières observations mettent en avant une binarité de genre très marquée qui se retrouve dans les attitudes et dans la division des tâches, en particulier dans le travail (féminin) du care et de la socialisation auprès de la famille et des enfants. D'un autre côté, les hommes semblent plus souvent touchés par un impératif de masculinité virile, par le danger latent, mais aussi par les conséquences socio-économiques du conflit : chômage, dépendance, dépression, etc. Les questions qui se posent et dont

nous espérons proposer quelques pistes suites aux premiers résultats d'enquêtes seront alors liées au regard du genre et son lien inévitable au féminisme: en effet, quel regard adopter quand les femmes semblent « s'en sortir » mieux que les hommes, bénéficient d'un entre-soi fort et d'un accès à une violence pouvant devenir source d'empowerment ? Peut-on dire que l'interaction entre violence et genre amène à la fois transformation et continuité des configurations traditionnelles ? Comment penser au sein de ces observations, la question de la domination ? Il s'agira donc d'évoquer les transformations et reconfigurations d'un regard déjà habitué à l'analyse en terme de genre, reconfigurations nécessaires dans le travail de recherche afin de faire ressortir la spécificité sociale et culturelle du genre dans un contexte historique donné.

SEZNEC, Aurélie

Université de Bretagne Occidentale (France) - Sociologie

La mobilisation scolaire des lycéens et lycéennes en vue de la réussite scolaire, une affaire de genre ?

Dans un contexte de démocratisation de l'enseignement, le poids des titres scolaires pèse de plus en plus dans le parcours de l'individu, l'école s'inscrit au centre des préoccupations familiales éducatives. La plupart des familles attachent une grande importance à la réussite scolaire. En parallèle de ce contexte scolaire de plus en plus compétitif, les recherches en éducation notamment, portent davantage l'empreinte du genre, ce concept utilisé comme catégorie d'analyse est devenu indispensable pour penser les champs de l'éducation et de la famille et plus largement pour comprendre les évolutions de la société contemporaine. La réussite scolaire des filles n'est plus à démontrer, mais la mixité scolaire n'est pas synonyme d'égalité. Des travaux se sont intéressés aux facteurs de reproduction des rapports sociaux de sexe au sein du système éducatif. Des recherches ont montré notamment l'impact de la socialisation différenciée dans les choix d'orientation scolaire et professionnelle. L'objectif de cette communication est d'analyser les pratiques et les mobilisations des élèves au prisme du genre. Il s'agit de s'appuyer sur les résultats d'une enquête par questionnaire mise en place auprès de 2653 lycéens et lycéennes scolarisés dans différents établissements scolaires (publics et privés) de Bretagne. Ces données permettront d'analyser et de mieux comprendre ce qui se joue dans l'école et en dehors de l'école pour les garçons et les filles. Grâce à ces questionnaires complétés entre février et mars 2014, il s'agira de mesurer l'impact du genre sur les pratiques et les stratégies scolaires mises en place par les lycéens et lycéennes. Les différences observées entre garçons et filles quant à l'investissement scolaire (regards notamment sur le travail scolaire et la prise de cours particuliers) amènent à s'interroger sur leur rapport à l'école et sur l'impact du genre sur le métier d'élève.

TCHAGNENO TENE, Charles Le Grand et Elisabeth Doutra (directrice d'études)

Université de Grenoble (France) - Psychologie du travail

Effets du contexte de travail sur les croyances sexistes : une comparaison entre les secteurs du travail formel et informel au Cameroun.

Nombre d'analyse en psychologie et en sociologie tendent à montrer que les stéréotypes sexistes diminuent lorsque la proportion des femmes dans un secteur de travail typé masculin atteint un seuil critique. Dans une étude auprès des femmes gestionnaires, Kanter (1977) situe ce seuil entre 15-20%. Gale (1995) dans un métier traditionnellement masculin le situe à 35%. Pour Lortie-Lussier et Rinfret (2002), l'atteinte de la masse critique (30%) a eu comme effet l'amélioration des conditions des femmes gestionnaire travaillant dans le secteur public. En effet, la division

sexuelle du travail consacre le typage des métiers en fonction des sexes et un sexisme marqué envers les femmes lorsque celles-ci s'aventurent dans les métiers typés masculins. Tougas et al. (2005) constate que ce sexisme traditionnel (violent et ouvert) évolue vers un sexisme masqué dans des sociétés où l'égalité entre les sexes est promue et où les lois répriment la discrimination envers les femmes. Autrement dit, la consécration de l'égalité de ferait simplement évoluer l'expression du sexisme vers une forme plus appropriée aux exigences de la société moderne. C'est le néosexisme (Tougas et al., 2005).

Au Cameroun, le développement fulgurant du travail informel (90% de la population active) et sa forte féminisation (52% des actifs) contrastent avec le secteur formel (secteur pourtant soumis à la loi) où les femmes sont largement minoritaires et occupent très souvent des tâches de bas statut. On se serait attendu qu'il y ait plus de femmes dans le secteur formel qui est réglementé et contrôlé par l'Etat qui se pose en garant de l'égalité entre les sexes, comparativement au secteur informel qui échappe au « contrôle » de l'Etat et pourrait être plus propice à l'expression des croyances sexistes.

Dans ce contexte, on s'interroge : le secteur informel fait-il finalement évoluer les croyances sexistes mieux que le secteur formel sur lequel les autorités exercent un contrôle et peuvent mieux y réprimer des discriminations ? Pour répondre à cette question, une étude est en cours de réalisation auprès d'un échantillon de 400 sujets environ (200 sujets du secteur informel et 200 sujets du secteur formel). Nous nous attendons contrairement à la prédiction de Tougas (2005) à ce que les travailleurs du secteur formel soient plus sexistes que ceux du secteur informel. Ils auraient ainsi tendance à développer un sexisme plus ouvert et violent alors que ceux de l'informel développeraient un sexisme bienveillant et masqué (h1). Toute chose qui irait dans le sens des travaux de Kanter (1977), Gale (1995), Mariotti, (2002), et Lortie-Lussier & Rinfret (2002) sur l'effet du nombre de femmes dans un secteur d'activité (effet de contexte) sur les croyances sexistes. Par ailleurs, alors que ces différences auraient tendance à se creuser entre les hommes des deux secteurs, entre les femmes par contre, elles auraient tendance à s'atténuer (h2). Enfin, en nous inspirant des travaux sur la division traditionnelle du travail et des rôles sociaux de genre qu'elle implique (Eagly, Wood et Dikman, 2000), nous faisons l'hypothèse qu'il y aurait un lien entre le degré d'accord aux rôles sociaux de genre et le sexisme au travail. Le contexte de travail informel étant plus mixte et moins sexiste, les hommes et les femmes y adhèreraient moins aux rôles sociaux de genre que dans le secteur du travail formel (h3).

TÉTILLON, Maxime

Université de Maine (France) - Sociologie

Les activités sportives mixtes : entre renforcement et assouplissement du genre.

Cette communication sera l'occasion de rendre compte des résultats de l'enquête de terrain (analyse de documents, observation, entretiens) menée dans le cadre de cette thèse. Le propos s'articulera autour de deux axes correspondant aux deux effets observés de la mixité dans les activités sportives.

L'élément le plus marquant de l'enquête est la reformulation de l'ordre sexué : les pratiques mixtes sont marquées par la construction de la différence et de la hiérarchie entre les femmes et les hommes. La suspicion de la différence des sexes, et plus précisément des corps sexués, donne lieu à une division de l'espace et du travail sportifs. Les représentations de genre ne sont pas remises en question, mais sont à la

base même de l'organisation. Elles débouchent sur une nouvelle séparation des hommes et des femmes. En ce sens, bien que ces sports soient considérés comme de hauts lieux de la mixité et de l'égalité des sexes, ils restent régis par des normes de genre peu innovantes.

Si les activités sportives mixtes ne sont pas synonymes d'une transformation des rapports entre les sexes, il existe tout de même des situations qui laissent à penser que la mixité est une porte ouverte à l'expérimentation de nouvelles situations. Bien que ce phénomène soit plus ponctuel, il arrive que se produise un échange des rôles traditionnellement assignés à l'un ou à l'autre sexe. Ces moments peuvent donner lieu à une prise de conscience – chez certains pratiquants – que l'ordre sexué n'est pas inaltérable. Pour d'autres, ces situations sont même l'occasion de défier l'ordre en place et de prouver qu'une autre organisation – qui ne tiendrait plus seulement compte du sexe – est possible.

Le sport est un espace intéressant en tant qu'activité corporelle. Cette expérimentation de nouveaux rôles dans les situations mixtes donne lieu à une confrontation entre les corps sexués. Les différences entre les sexes – réelles ou construites – ne sont plus seulement suspectées, mais véritablement expérimentées « au moyen du corps ». Cette mise à l'épreuve des corps amène parfois à réinterroger les représentations de genre les plus traditionnelles.

THOMÉ, Cécile

École des hautes études en sciences sociales (France) – Sociologie

Articuler désir, plaisir et contraception : un travail genré ?

Si la contraception a été régulièrement étudiée par la sociologie, peu de travaux français se sont penchés sur le lien entre contraception et sexualité, et plus précisément entre contraception, désir sexuel et plaisir dans l'acte sexuel. À partir d'analyses principalement quantitatives, mais aussi d'un premier terrain portant plus spécifiquement sur le préservatif, nous essaierons de voir en quoi désir et plaisir peuvent être liés non seulement au choix contraceptif, mais aussi à un « travail contraceptif ». On s'intéressera ici autant aux hommes qu'aux femmes, afin d'éviter l'écueil de certains travaux qui, en ne s'intéressant qu'à ces dernières, ne prennent en compte que la moitié des acteurs de l'acte sexuel hétérosexuel et naturalisent paradoxalement la responsabilité féminine. L'étude genrée du travail contraceptif, qui s'inscrit dans la perspective des travaux féministes sur la sexualité menés depuis longtemps en sociologie, permet alors de penser à nouveaux frais la question de la « charge mentale », mais aussi de la « charge corporelle » (qui subit les effets du moyen contraceptif, et de quelle manière ?). Il s'agira de voir dans quelle mesure la contraception, pratique très largement majoritaire aujourd'hui en France, permet de renseigner l'évolution des rapports de genre au sein des relations hétérosexuelles. On croisera en outre la question du genre avec celle de la classe sociale, afin de déterminer de manière fine le poids des conditions sociales et matérielles sur ces objets longtemps considérés comme a-sociologiques que sont « désir » et « plaisir ».

VAN DROOGHENBROECK, Mathilde

Université de Louvain (Belgique) - Socio-Anthropologie

Paternité et identité(s) masculine(s) dans le sud des Andes péruviennes

Par opposition aux hommes qui produisent leur travail dans la sphère publique, les femmes déploient le leur, le travail domestique, dans la sphère privée. Ainsi, responsables d'un travail non rémunéré, leur participation à la sphère publique et leur accès au travail rémunéré ne peuvent être que limités, de même que leur autonomie économique et le capital humain qu'elles pourraient y développer. Une des stratégies couramment avancées pour déconstruire ce mécanisme est le partage du travail domestique limitant l'accès des femmes à la sphère publique. Dans cette perspective, la paternité est un enjeu crucial. Si le rôle de la paternité a déjà été examiné au sein de la division sexuelle du travail domestique des familles nucléaires, il semble qu'il l'a moins été dans les familles étendues, qui prévalent dans les secteurs populaires des pays du Sud. Comment interagissent division sexuelle du travail et paternité (comme travail et comme marqueur d'identité) dans les familles comptant plusieurs générations sous un même toit et intégrées dans des réseaux de solidarité rassemblant voisins et autres membres de la famille? C'est à cette question que ma présentation essayera de répondre, partant des premiers résultats d'une enquête de terrain menée dans le Sud des Andes péruviennes.

YOUNÈS-LINHART, Mélina

Université Paris 8 (France) - Sociologie du Genre

Épiler et s'épiler : incorporation d'une norme de genre

L'obligation normative que constitue pour les femmes l'épilation du corps alimente le marquage de la différence des sexes et participe de la définition des rôles sexués et sexuels. Son intériorisation, son apprentissage technique et sa pratique se réalisent en grande partie dans un entre soi féminin, d'abord privé puis professionnel. L'évolution croissante du marché de l'épilation, le développement du management moderne dans les instituts de beauté, l'injonction normative à l'épilation du sexe, la baisse de l'âge moyen de la première épilation, la « pathologisation » des femmes poilues, l'accès aux hommes des instituts de beauté, font de l'épilation un enjeu de plus en plus important dans la formation, les conditions de travail et la gestion des émotions des esthéticiennes, ainsi qu'un outil de plus en plus aiguisé d'instauration de rapports de domination dans leur vie quotidienne, et de contrôle du genre par le corps. Il s'agit donc ici, par une étude des pratiques de l'épilation pour soi et pour les autres, de comprendre ce que l'épilation fait aux esthéticiennes, ce qu'elles en font et ce qu'elles lui font. Entre plaisir de procurer du bien-être, de travailler sur le corps, et souffrance psychique liée au dégoût et la dévalorisation de leur travail par l'introduction de techniques managériales, les esthéticiennes développent une professionnalisation pour tenir au travail, qui varie selon les types d'instituts (chaînes ou indépendants).

Ma recherche s'appuie sur des observations ethnographiques dans des instituts et écoles d'esthétiques, accompagnées d'entretiens qualitatifs, qui éclairent la manière dont le corps des esthéticiennes est façonné à l'école et au travail, et la façon dont l'école d'esthétique acculture les étudiantes à des normes de beauté et de genre, ainsi que la manière dont elles gèrent l'épilation du sexe.
